

ECHO DU SNU



Trimestriel d'informations du système des Nations Unies au Tchad

N°21 Avril - mai - juin 2026



**ENSEMBLE, POUR UN TCHAD PACIFIQUE,
RÉSILIENT, INCLUSIF ET PROSPÈRE
EN 2026**



Ce bulletin trimestriel d'informations du système des Nations Unies (SNU) est réalisé grâce à la supervision directe de :

- **M. Dossou Patrice Ahouansou**, Président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).
- **M. Dieudonné Bamouni**, Vice-président du groupe de communication des Nations Unies (UNCG).

Coordination:

Dr François Batalingaya, Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Tchad et Coordonnateur Humanitaire

Collecte d'informations :

Dohou Pascal Ferso, Chargé de communication au Bureau de la Coordination du système des Nations Unies

Mise en page:

Alaina Gloire IV, Volontaire UNV

Avec l'appui de:

- **Helen Croux** / UNHCR
- **Aristophane Ngargoune** / UNHCR
- **Augustin Zusanne** / OCHA
- **Anne-Isabelle Leclercq Balde** / UNICEF
- **Azoura Digeura** / UNICEF
- **Jean Philippe Odinakachi** / UNESCO
- **Bouchoura Nassir Ousselat** / UNESCO
- **Joel Tchocke** / UNFPA
- **Eric Djepatarlemgoto** / UNFPA
- **Asma Achahboun** / PAM
- **Aristide Djingam** / PAM
- **Coumba Adama Kamissoko** / OMS
- **NAISSEM Jonas** / OMS
- **Estelle Madjilem** / FAO
- **Moubarak Hlama** / PUNV
- **Marion Leila Ruth Harzi** / ONUDC
- **Ehounou Tanoh Genevieve** / ONUSIDA
- **Bekoutou Junior Masra** / Secrétariat PBF

NOS AGENCES, FONDS ET PROGRAMMES DES NATIONS UNIES AU TCHAD



EDITORIAL

RENFORCER LES PARTENARIATS ET MOBILISER DAVANTAGE DE RESSOURCES POUR ACCÉLÉRER L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU TCHAD

Chères partenaires, chers partenaires, Au terme de ce deuxième trimestre de l'année 2026, je tiens à saluer l'engagement constant du Gouvernement de la République du Tchad, des partenaires techniques et financiers, de la société civile, du secteur privé, des communautés locales ainsi que de l'ensemble des agences, fonds et programmes des Nations Unies qui œuvrent quotidiennement pour améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables.

Les mois d'avril, mai et juin ont une nouvelle fois démontré que les défis auxquels le Tchad est confronté — qu'ils soient liés au développement humain, à la sécurité alimentaire, aux effets du changement climatique, aux déplacements forcés, à l'accès aux services sociaux de base ou encore à l'autonomisation des jeunes et des femmes — exigent des réponses collectives, coordonnées et ambitieuses. Aucun acteur ne peut agir seul face à l'ampleur de ces enjeux.

À quelques mois de l'échéance du **Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable au Tchad 2024-2026**, il est plus que jamais essentiel de renforcer les partenariats stratégiques afin d'accélérer les progrès vers les Objectifs de développement durable et les priorités nationales de développement. Les résultats obtenus jusqu'à présent témoignent de la pertinence de notre

action commune. Ils doivent désormais nous encourager à aller plus loin, en consolidant les synergies entre les institutions publiques, les partenaires au développement, les organisations communautaires, le monde académique et le secteur privé.

Dans un contexte mondial marqué par la contraction des financements du développement et de l'aide humanitaire, la **mobilisation des ressources** doit demeurer au cœur de nos priorités collectives. Nous devons unir nos efforts pour développer des approches innovantes de financement, attirer de nouveaux partenaires et optimiser l'utilisation des ressources disponibles. Chaque investissement réalisé en faveur des populations vulnérables représente une contribution tangible à la stabilité, à la résilience et à la prospérité du Tchad.

J'invite ainsi l'ensemble de nos partenaires à poursuivre et à intensifier les initiatives conjointes de mobilisation des ressources, en privilégiant les approches intégrées qui renforcent le lien entre l'action humanitaire, le développement et la consolidation de la paix. Cette démarche est essentielle pour répondre efficacement aux besoins des populations tout en créant les conditions d'un développement durable et inclusif.

Notre engagement commun doit rester guidé par un objectif fondamental : ne laisser personne de côté. Les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes

vivant dans les zones les plus enclavées, les réfugiés, les déplacés internes et les communautés affectées par les crises doivent continuer à être au centre de nos interventions. Leur résilience et leur potentiel constituent la meilleure garantie d'un avenir meilleur pour le pays.

Le système des Nations Unies au Tchad demeure pleinement mobilisé aux côtés du Gouvernement pour accompagner les efforts nationaux et soutenir la mise en œuvre des priorités du développement durable. Ensemble, en renforçant nos partenariats, en mutualisant nos expertises et en mobilisant davantage de ressources, nous pouvons marquer positivement les résultats du Plan-cadre de coopération 2024-2026 et jeter les bases d'un avenir plus prospère, plus équitable et plus résilient pour toutes et tous. Je vous remercie pour votre confiance, votre engagement et votre collaboration continue.

Ensemble, faisons du partenariat et de la solidarité les moteurs d'un développement durable au service des populations du Tchad.



Dr Francois Batalingaya

Coordonnateur résident du système des Nations Unies
et Coordonnateur Humanitaire

TCHAD – SOUDAN : LA DIPLOMATIE ONUSIENNE EN ACTION AU CŒUR D'UNE CRISE RÉGIONALE MAJEURE



DU 5 AU 9 JUILLET, LE TCHAD A ACCUEILLI L'ENVOYÉ PERSONNEL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES POUR LE SOUDAN, M. PEKKA HAAVISTO, DANS LE CADRE D'UNE VISITE OFFICIELLE DE TRAVAIL PLACÉE SOUS LE SIGNE DU DIALOGUE, DE LA PAIX ET DE LA SOLIDARITÉ AVEC LES POPULATIONS TOUCHÉES PAR LA CRISE SOUDANAISE.

Cette mission de haut niveau témoigne du rôle stratégique que joue le Tchad dans la réponse humanitaire et diplomatique régionale face au conflit qui secoue le Soudan depuis plus de deux ans. Pays voisin directement impacté par les conséquences de cette crise, le Tchad demeure un partenaire incontournable des efforts internationaux visant à promouvoir une solution pacifique et durable.

Au cours de son séjour, M. Pekka Haavisto a multiplié les consultations avec les plus hautes autorités tchadiennes afin d'échanger sur l'évolution de la situation au Soudan, les défis sécuritaires et humanitaires qui en découlent, ainsi que les perspectives de paix dans la région.

L'Envoyé personnel des Nations Unies a notamment été reçu par **le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, M. Allah Maye Halina**, avec qui il a discuté des efforts déployés par le Tchad pour accueillir et assister les réfugiés soudanais tout en contribuant aux initiatives diplomatiques en faveur de la stabilité régionale.

Il s'est également entretenu avec **le Ministre d'État, Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration**



africaine et des Tchadiens de l'étranger, M. Abdoulaye Sabre Fadoul, dans le cadre d'échanges portant sur la coordination internationale et les mécanismes de soutien au processus de paix.

Les questions de sécurité régionale ont occupé une place importante dans les discussions menées avec **le Ministre des Armées, des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre, le Général Issakha Maloua Djamous**, ainsi qu'avec **le Ministre de la Sécurité publique et de l'Immigration, le Général Ali Ahmat Akhabach**. M. Haavisto a également rencontré **le Directeur adjoint de l'Agence nationale de sécurité de l'État**, dans le cadre d'une série de consultations consacrées aux implications sécuritaires de la crise soudanaise.

Au-delà des rencontres institutionnelles, la mission a accordé une attention particulière à la dimension humaine de la crise. L'Envoyé personnel des Nations Unies s'est rendu dans l'Est du Tchad pour échanger directement avec des **réfugiés soudanais**, des **personnes déplacées** ainsi que des **leaders des communautés hôtes**. Ces visites de terrain lui ont permis de mesurer l'ampleur des besoins humanitaires et de recueillir les témoignages de populations durement affectées par le conflit.

Cette démarche illustre la volonté des Nations Unies de placer les préoccupations des populations au centre des efforts de médiation et de plaidoyer. Elle met également en lumière la générosité et la résilience des communautés tchadiennes qui

continuent d'accueillir des centaines de milliers de personnes en quête de protection.

À travers cette visite, les Nations Unies réaffirment leur engagement à soutenir toutes les initiatives susceptibles de favoriser un règlement pacifique de la crise soudanaise. Elles soulignent également l'importance du rôle du Tchad, qui demeure aujourd'hui à la fois un acteur humanitaire majeur et un partenaire diplomatique essentiel pour la recherche de la paix, de la stabilité et de la sécurité dans la région.



Au cœur des défis régionaux, le Tchad confirme ainsi sa position de terre d'accueil, de solidarité et de dialogue, contribuant activement aux efforts internationaux en faveur des populations touchées par la crise au Soudan.

UNE SEMAINE POUR TRANSFORMER LA PAIX EN ACTION



La première édition de la **Semaine des Nations Unies pour la consolidation de la paix** s’est achevée en apothéose ce vendredi 26 juin 2026 avec une conférence-débat de haut niveau consacrée à un enjeu crucial pour l’avenir du Tchad : **la mise en place, l’opérationnalisation et l’institutionnalisation d’une infrastructure nationale de paix.**

Organisé en partenariat avec la **Médiature de la République du Tchad**, cet événement de clôture a rassemblé représentants des institutions publiques, acteurs de la société civile, partenaires techniques et financiers autour d’une même ambition : **bâtir les fondations d’une paix durable, résiliente et inclusive.**

FAIRE DE LA PAIX UNE RÉALITÉ DURABLE

Au terme d’une semaine riche en réflexions, en échanges et en engagements, les discussions ont permis d’approfondir une vision commune de ce que doit être une infrastructure de paix : un ensemble cohérent de mécanismes, d’institutions et de processus capables de prévenir les conflits, de promouvoir le dialogue et de renforcer la cohésion sociale à tous les niveaux de la société.

Dans un contexte où la stabilité constitue un levier essentiel du développement, les participants ont souligné l’importance de passer de la réflexion à l’action en dotant le Tchad d’outils durables de prévention et de gestion pacifique des tensions.

DES VOIX INFLUENTES POUR PORTER L’AMBITION DE LA PAIX

Les débats ont été nourris par les interventions de personnalités de premier plan.

Le **Coordonnateur résident des Nations Unies au Tchad, Dr François Batalingaya**, a rappelé que la paix ne peut être durable sans institutions solides ni mécanismes inclusifs. Il a insisté sur la nécessité de privilégier des **solutions nationales adaptées aux réalités tchadiennes**, soutenues par un engagement constant des partenaires internationaux.

De son côté, le **Secrétaire général de la Médiature de la République, M. Ahidjo Abraham**, a mis en lumière les conditions indispensables à la réussite d’une infrastructure de paix : des institutions fortes, une coordination efficace entre les acteurs et une appropriation nationale affirmée. Il a également souligné les défis à relever, notamment en matière de ressources, de gouvernance et de mise en œuvre.

Représentant la société civile, **Mme Monique Ngaralbaye** a plaidé pour une participation accrue des organisations citoyennes. Selon elle, ces acteurs jouent un rôle déterminant dans la promotion du dialogue, la prévention des tensions et le renforcement de la cohésion sociale au sein des communautés.

DES RECOMMANDATIONS POUR PASSER À L’ACTION

Au-delà des échanges, la conférence a débouché sur une série de recommandations concrètes visant à accélérer la construction d’une infrastructure de paix efficace et pérenne au Tchad.

Parmi les priorités identifiées figurent :

-  Le renforcement des capacités institutionnelles et des ressources dédiées à la paix ;
-  La mise en place de mécanismes de coordination inclusifs et performants ;
-  L’intégration effective des acteurs locaux et de la société civile dans les processus de paix ;
-  La valorisation et la capitalisation des bonnes pratiques nationales et internationales ;
-  L’élaboration d’un cadre stratégique national pour guider l’action en matière d’infrastructure de paix.



UNE DYNAMIQUE LANCÉE POUR L’AVENIR

Cette première édition de la Semaine des Nations Unies pour la consolidation de la paix marque une étape importante dans la réflexion nationale sur les mécanismes de prévention des conflits et de promotion de la cohésion sociale.

Plus qu’un simple cadre de dialogue, cette initiative a permis de créer une dynamique collective autour d’une conviction forte : **la paix ne se décrète pas, elle se construit chaque jour, grâce à des institutions solides, une participation citoyenne active et un engagement partagé de tous les acteurs.**

À travers cette semaine, les Nations Unies et leurs partenaires ont réaffirmé leur détermination à accompagner le Tchad dans la consolidation des acquis de paix et dans la construction d’un avenir où la stabilité, le dialogue et l’inclusion constituent les piliers d’un développement durable au bénéfice de tous.





TCHAD-NATIONS UNIES : UN PARTENARIAT HISTORIQUE POUR DONNER PLUS DE VOIX AUX RÉSULTATS DU DÉVELOPPEMENT

C'EST UNE PREMIÈRE AU TCHAD.

Le Gouvernement tchadien, à travers le Ministère de la Communication, et le Système des Nations Unies au Tchad ont franchi une étape majeure dans leur partenariat en signant un protocole d'accord inédit visant à renforcer la visibilité des actions de développement, humanitaires et de consolidation de la paix menées au bénéfice des populations.

À travers cette initiative innovante, le Gouvernement du Tchad et les Nations Unies s'engagent à rapprocher davantage l'information des citoyens, afin que les réalisations concrètes sur le terrain soient mieux connues, mieux comprises et davantage valorisées.

UNE PREMIÈRE QUI MARQUE UN TOURNANT DANS LA COMMUNICATION DU DÉVELOPPEMENT

Ce nouveau partenariat s'appuie sur les principaux médias publics du pays, notamment l'ONAMA et l'ATPE, avec la mise en place de plusieurs espaces dédiés à la diffusion des actions conjointes du Gouvernement et des Nations Unies.

Concrètement, le protocole prévoit :

- Une émission mensuelle sur Télé Tchad ;
- Une émission dédiée sur Radio Tchad ;
- Une page spéciale dans le quotidien L'Info Tchad.

Ces plateformes permettront de mettre en lumière les impacts réels des programmes mis en œuvre dans les domaines du développement durable, de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, de l'action humanitaire, de l'environnement, de l'emploi des jeunes et de l'autonomisation des femmes.

Au-delà de la simple diffusion d'informations, cette démarche vise à raconter les histoires de transformation, à donner la parole aux bénéficiaires et à rapprocher les citoyens des initiatives qui contribuent au développement du pays.

RENDRE VISIBLE CE QUI CHANGE LA VIE DES POPULATIONS

Dans un contexte où les défis de développement exigent une mobilisation collective, ce partenariat répond à une ambition claire : permettre aux populations tchadiennes de mieux connaître les efforts engagés pour améliorer leurs conditions de vie.

« Ce protocole d'accord marque une étape importante dans notre engagement commun à rapprocher l'information des citoyens », a souligné le Coordonnateur résident des Nations Unies au Tchad, Dr François Batalingaya.

Pour les Nations Unies, la communication n'est pas seulement un outil d'information. Elle constitue aussi un levier de participation citoyenne, d'appropriation des politiques publiques et de mobilisation autour des Objectifs de développement durable.

« À travers ces supports multimédias, nous voulons non seulement informer, mais aussi susciter l'adhésion et la participation des populations aux efforts de développement durable du Tchad », a-t-il affirmé.

UN ENGAGEMENT FORT DU GOUVERNEMENT POUR UNE INFORMATION DE QUALITÉ

Pour le Ministre de la Communication, **M. Gassim Chérif**, cet accord illustre la volonté du Gouvernement de renforcer un paysage médiatique professionnel, moderne et proche des préoccupations des citoyens.

« La signature de ce protocole d'accord avec le Système des Nations Unies témoigne de notre détermination à offrir aux citoyens une information de qualité, accessible et crédible », a déclaré le ministre.

Il a également mis en avant l'importance du renforcement des capacités des médias publics afin qu'ils jouent pleinement leur rôle dans la sensibilisation des populations et l'accompagnement des efforts nationaux de développement.

UNE ALLIANCE STRATÉGIQUE AU SERVICE DES CITOYENS

Cette signature dépasse le simple cadre institutionnel. Elle traduit une vision commune : faire de la communication un outil stratégique de transformation sociale et de développement.

Pour la première fois, un mécanisme structuré permettra de diffuser régulièrement, de manière coordonnée et accessible, les résultats du partenariat entre le Gouvernement et les Nations Unies à travers l'ensemble du territoire national.

À travers cette initiative historique, le Tchad et les Nations Unies affirment une conviction forte : **les réalisations ont davantage d'impact lorsqu'elles sont connues, comprises et portées par les citoyens eux-mêmes.**

Cette nouvelle alliance ouvre ainsi une page prometteuse dans la communication publique au Tchad, où la visibilité des résultats devient un puissant moteur d'engagement, de transparence et de développement durable au service de tous.



UN PAS DÉCISIF VERS LA PAIX : LE TCHAD POSE LES FONDATIONS DU PROGRAMME #DDRR



N'Djamena, 15 juillet 2026 — Une étape majeure vient d'être franchie dans la quête d'une paix durable au Tchad. Un atelier stratégique consacré à l'élaboration du **protocole national d'éligibilité et d'orientation des bénéficiaires du programme de Désengagement, Dissociation, Réintégration et Réconciliation (DDRR)** s'est ouvert ce mercredi 15 juillet dans la capitale tchadienne.

Cette rencontre de haut niveau marque une avancée déterminante vers la mise en place d'un cadre harmonisé, transparent et conforme aux standards internationaux pour accompagner les personnes souhaitant abandonner la violence et réintégrer durablement leurs communautés.



La cérémonie d'ouverture a été présidée par **Mme Ndolenodji Alixe Naïmbaye**, Ministre de la Justice, Chargée des Droits humains et Vice-présidente de la Commission nationale de pilotage du DDRR au Lac, représentant le Ministre de la Fonction publique et du Dialogue social, M. Mdodou Mbami. L'événement a réuni les principaux acteurs engagés dans la consolidation de la paix au Tchad, notamment :

- **Dr François Batingaya**, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Tchad;
- Les représentants d'agences des Nations Unies et de partenaires techniques et financiers, dont l'**ONUSUD**, l'**OIM**, **COOPI** ainsi que le **Royaume des Pays-Bas**.

UN ENGAGEMENT POLITIQUE FORT POUR LA PAIX

Dans son allocution, la Ministre de la Justice a réaffirmé la détermination du Gouvernement à conduire le programme DDRR avec rigueur et responsabilité.

« Le Gouvernement est résolument engagé à conduire le programme DDRR avec détermination, transparence et dans le strict respect des standards internationaux. »

Elle a souligné que le DDRR constitue un instrument stratégique pour renforcer la paix, la cohésion sociale et la stabilité nationale.

« Le programme DDRR est un levier essentiel pour la consolidation de la paix, de la cohésion sociale et de la stabilité au Tchad. »

Appelant à la mobilisation de toutes les expertises présentes, elle a exhorté les participants à élaborer un protocole solide, inclusif et adapté aux réalités du terrain afin de répondre efficacement aux attentes des populations concernées.

UN CADRE CRÉDIBLE POUR

TRANSFORMER LES DÉFECTIONS EN OPPORTUNITÉS DE PAIX

Prenant la parole à son tour, **Dr François Batingaya** a salué l'importance de cette initiative, qui vise à offrir une alternative crédible à ceux qui renoncent à la violence tout en renforçant la sécurité des communautés.

« Transformer les défections en opportunités réelles de paix durable exige un cadre transparent, rigoureux et accepté par les communautés. Ce protocole est la clé de voûte qui permettra d'offrir une issue crédible à ceux qui quittent la violence, tout en garantissant la sécurité de tous. »

VERS UN CADRE NATIONAL HARMONISÉ

Les travaux engagés permettront de doter le Tchad d'un mécanisme clair et standardisé définissant les critères d'éligibilité, les procédures d'orientation et le parcours des bénéficiaires au sein du programme DDRR.

Au-delà d'un simple document technique, ce protocole constituera un outil essentiel pour assurer une transition sécurisée vers la paix, favoriser la réintégration durable des bénéficiaires et renforcer la résilience des communautés, en particulier dans la province du Lac.

Avec le lancement de cet atelier, le Tchad franchit une nouvelle étape dans ses efforts pour transformer les défis sécuritaires en opportunités de réconciliation, de stabilité et de développement durable. Une avancée concrète vers une paix durable au bénéfice de tous.

UN PAS DÉCISIF
VERS LA PAIX :
LE TCHAD POSE
LES FONDATIONS
DU PROGRAMME
#DDRR

LE PROCESSUS DDRR DANS LE LAC FRANCHIT UNE
NOUVELLE ÉTAPE !



Le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies au Tchad a accueilli, ce lundi 18 mai, une réunion stratégique de haut niveau consacrée à l'accélération du processus de **DDRR** (Désengagement, Dissociation, Réintégration et Réconciliation) dans la province du Lac.

Social, et le **Coordonnateur résident des Nations Unies au Tchad, Dr François Batalingaya**, cette rencontre a permis de faire le point sur les avancées déjà enregistrées tout en renforçant la coordination entre les différents acteurs engagés dans cette initiative essentielle pour la paix.



Autour de la table, représentants du Gouvernement tchadien, agences du Système des Nations Unies, partenaires techniques et financiers ainsi que bailleurs de fonds ont réaffirmé leur volonté commune de faire du DDRR un véritable levier de stabilité et de cohésion sociale dans le Lac.

Au cœur des échanges figurait notamment le défi du financement et de la construction du **Centre Technique d'Orientation (CTO)**, une infrastructure clé qui offrira aux ex-combattants un espace adapté pour amorcer leur désengagement et bénéficier d'un accompagnement efficace vers une réinsertion sociale et économique durable.

Cette forte mobilisation des partenaires témoigne de l'importance stratégique accordée au processus DDRR, considéré aujourd'hui comme un pilier incontournable pour consolider la **Paix**, renforcer la **Stabilité** et stimuler le **#DéveloppementSocioÉconomique** dans la province du **Lac**.

Co-présidéepar **M. Abdoulaye Mbodou**, représentant du Ministère de la Fonction Publique et du Dialogue

UN CAP STRATÉGIQUE FRANCHI POUR ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU TCHAD



N'Djamena, 22 mai 2026 — Le Tchad et le Système des Nations Unies ont franchi une étape majeure dans leur partenariat pour le développement durable à l'occasion de la réunion annuelle du **Comité national conjoint de pilotage du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF 2024-2026)**.

Co-présidée par **M. Tahir Hamid Guilin**, Ministre d'État, Ministre des Finances, du Budget, de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, et **Dr**

François Batalingaya, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Tchad, cette session revêt une importance particulière. Elle marque à la fois la phase finale de mise en œuvre du cycle UNSDCF 2024-2026 et le lancement des réflexions stratégiques qui façonneront le prochain cadre de coopération 2027-2030.



UN PARTENARIAT SOLIDE AU SERVICE DES PRIORITÉS NATIONALES

Dans son allocution d'ouverture, le Ministre d'État a souligné la qualité de la collaboration entre le Gouvernement tchadien et les Nations Unies, insistant sur l'importance d'une action concertée pour répondre aux défis de développement du pays.

« Cette session du Comité de pilotage témoigne de notre volonté commune de maintenir une parfaite synergie entre les interventions de l'ONU et les priorités nationales du Tchad. En validant les plans de travail 2026 et en posant les bases du cycle 2027-2030, nous réaffirmons notre engagement pour une croissance inclusive et un développement qui ne laisse personne de côté », a déclaré M. Tahir Hamid Guilin.

Cette vision commune traduit l'ambition de renforcer l'impact des interventions de développement tout en assurant une meilleure cohérence avec les objectifs nationaux et les aspirations des populations tchadiennes.



PRÉPARER L'AVENIR AVEC AMBITION

Prenant la parole à son tour, le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Tchad a mis en avant les résultats encourageants enregistrés grâce à la mobilisation conjointe des différents partenaires au cours du cycle actuel.

« L'évaluation de notre cycle 2024-2026 démontre la force de notre action conjointe. Alors que nous finalisons cette étape, notre regard est déjà tourné vers l'avenir. Le nouvel UNSDCF 2027-2030 sera le reflet d'une ambition renouvelée pour répondre efficacement aux besoins de financement et aux aspirations des populations tchadiennes », a souligné Dr François Batalingaya.

Cette déclaration traduit la volonté partagée d'anticiper les défis émergents et de construire un cadre de coopération encore plus performant,

capable de soutenir les transformations économiques, sociales et environnementales du pays.

UNE MOBILISATION DE TOUS LES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT

Cette réunion stratégique a réuni un large éventail d'acteurs engagés dans le développement du Tchad, notamment des membres du Gouvernement, des partenaires techniques et financiers, des représentants des agences des Nations Unies, ainsi que des organisations de la société civile et du secteur privé.

Leur présence témoigne d'une conviction commune : relever les défis du développement durable exige une approche collaborative, inclusive et fondée sur des partenariats solides.

VERS LE CYCLE 2027-2030

Au-delà de l'examen des progrès réalisés et de la validation des priorités pour 2026, cette rencontre a permis de poser les premiers jalons du futur cadre de coopération entre le Tchad et les Nations Unies. L'objectif est clair : consolider les acquis, mobiliser davantage de ressources et accélérer les progrès vers un développement inclusif, résilient et durable.

Avec cette réunion, le Gouvernement du Tchad et les Nations Unies réaffirment leur volonté de transformer les défis en opportunités et de bâtir ensemble un avenir où chaque citoyen pourra pleinement bénéficier des fruits du développement.



2 MILLIONS DE DOLLARS POUR ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION DE L'AGRO-PASTORALISME AU TCHAD !

UNE NOUVELLE IMPULSION EST DONNÉE AU DÉVELOPPEMENT RURAL AU TCHAD.

Le Gouvernement du Tchad, à travers le Ministère de la Production et de l'Industrialisation Agricole, le **PNUD Tchad**, la **FAO Tchad**, ainsi que les ONG **Zara Agro Tchad** et **Verdura**, ont officiellement lancé un projet innovant destiné à renforcer durablement les moyens de subsistance des producteurs agro-pastoraux.

Doté d'un financement de **2 millions de dollars US** du **Fonds ODD (SDG Fund)**, le projet « **Solutions de subsistance compétitives, résilientes et durables dans les filières agro-pastorales** » ambitionne de transformer les systèmes de production, renforcer la sécurité alimentaire et accroître la résilience des communautés rurales face aux effets du changement climatique.



UN INVESTISSEMENT STRATÉGIQUE POUR LES COMMUNAUTÉS RURALES

Ce projet s'inscrit dans une vision de développement durable plaçant les producteurs, les éleveurs, les femmes et les jeunes au cœur de la transformation économique du pays. En favorisant des solutions innovantes et résilientes, l'initiative contribuera à créer davantage d'opportunités économiques tout en préservant les ressources naturelles.

Lors de la cérémonie de lancement, le Coordonnateur résident des Nations Unies au Tchad, **Dr François Batalingaya**, a rappelé l'ambition portée par ce partenariat :

« Notre priorité absolue est d'accompagner le Tchad vers un développement inclusif, où les femmes et les jeunes ruraux deviennent les véritables acteurs d'une croissance verte, résiliente et génératrice de cohésion sociale. »

RENFORCER LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE DU TCHAD

Pour le Ministre de la Production et de l'Industrialisation Agricole, **M. Kedda Ballah**, cette initiative représente bien plus qu'un simple projet de développement.

« Ce projet pose les bases d'une industrialisation de notre agriculture. En rendant nos filières plus compétitives et résilientes, nous renforçons durablement la souveraineté alimentaire du Tchad. »

Cette vision traduit la volonté du Gouvernement et de ses partenaires de moderniser les chaînes de valeur agro-pastorales tout en créant les conditions d'une croissance économique inclusive et durable.

QUATRE PRIORITÉS POUR DES RÉSULTATS CONCRETS

Sur le terrain, le projet concentrera ses efforts autour de quatre axes stratégiques :



Accroître la productivité et les revenus des producteurs et des acteurs des filières agro-pastorales ;



Promouvoir des pratiques agricoles intelligentes face au climat, capables de réduire la vulnérabilité des communautés aux chocs environnementaux ;



Renforcer l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, principaux moteurs du développement local ;



Assurer une gestion durable des ressources naturelles, facteur essentiel de stabilité et de cohésion sociale.

UN PARTENARIAT AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En réunissant les institutions gouvernementales, les agences des Nations Unies et les organisations nationales de mise en œuvre, cette initiative illustre la force des partenariats au service de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Avec ce financement de 2 millions de dollars, le Tchad franchit une nouvelle étape vers une agriculture plus productive, plus résiliente et plus inclusive, porteuse d'emplois, de prospérité et d'espoir pour les communautés rurales.



LE TCHAD REND HOMMAGE À SARAH GORDON-GIBSON ET ACCUEILLE LE NOUVEAU REPRÉSENTANT DU PAM



N'Djamena – Une page se tourne au Programme alimentaire mondial (PAM) au Tchad. Au terme de deux années de service marquées par un engagement exceptionnel en faveur des populations les plus vulnérables, **Mme Sarah Gordon-Gibson**, Représentante et Directrice pays du PAM au Tchad, a été élevée au grade de **Chevalier de l'Ordre National du Tchad**.

Cette distinction, remise par le Premier Ministre, l'Ambassadeur Allamaye Halina, au nom du Président de la République, vient saluer l'impact remarquable de son leadership dans un contexte humanitaire particulièrement complexe.

Sous sa direction, le PAM a considérablement renforcé son assistance en faveur des **réfugiés, déplacés internes et communautés hôtes**, tout en développant des programmes innovants de **résilience**, de **sécurité alimentaire**, de **nutrition**

et de **soutien à l'éducation**. Son action a contribué à consolider le partenariat stratégique entre le Gouvernement tchadien, les Nations Unies et les partenaires humanitaires et de développement.

Cette reconnaissance témoigne également de l'appréciation des autorités tchadiennes pour les efforts déployés afin d'accompagner les populations confrontées aux crises humanitaires et aux effets croissants du changement climatique.



Pour tout besoin de signalement de cas de l'Exploitation et d'Abus Sexuel contacter :
 *Le/la Représentant.e / Chef.fe de Mission et/ou le Point Focal PSEA de
 l'Agence/organisation Concernée *Le numéro vert Inter-agences gratuit : 1255 ou Via
 l'Email confidentiel inter-agences: PSEA-TCHAD@UN.ORG *Le numéro vert Gratuit
 de la Maison de la Femme du Tchad : 1390 pour tout cas EAS impliquant un délégué
 de l'Etat Tchadien.

LE NOUVEAU REPRÉSENTANT DU PAM AU TCHAD PRÉSENTE SES LETTRES DE CRÉANCE



Le nouveau Directeur pays et Représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) au Tchad, **Jean-Noël Gentile**, a pris ses fonctions le 14 juin 2026, et officiellement présenté ses lettres de créance à Madame Fatimé Adjineh Garfa, ministre déléguée chargée de l'Intégration africaine et des Tchadiens de l'extérieur le 23 juin 2026.

À cette occasion, Jean Noël Gentile a réaffirmé l'engagement du PAM à accompagner le gouvernement tchadien dans ses priorités nationales, notamment en matière de réponse humanitaire, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de renforcement de la résilience des communautés et de promotion de solutions durables pour les populations vulnérables.

En réponse à une question des médias sur la crise des réfugiés soudanais, il a souligné la volonté du PAM de faire évoluer l'assistance d'urgence vers une approche durable favorisant l'autosuffisance des populations.

« Nous souhaitons transformer la réponse d'urgence en une transition durable vers la résilience », a-t-il déclaré lors de cette audience.

Fort de plus de **27 ans d'expérience** au sein du PAM, après avoir débuté sa carrière dans le secteur privé, Jean-Noël Gentile a précédemment occupé les postes de Représentant et de Directeur pays du PAM au Burundi, au Niger et en Mauritanie. Il a également assuré des fonctions de directeur intérimaire en Syrie et en Éthiopie, et exercé plusieurs responsabilités de direction dans divers pays d'Afrique de l'Ouest, à Gaza en Palestine, ainsi qu'au siège du PAM à Rome.

ACTIONS ANTICIPATOIRES : PRENDRE LES DEVANTS AVANT LES CHOCS CLIMATIQUES



Aurons-nous suffisamment de pluie cette année ? Nos champs produiront-ils assez pour nourrir nos familles ? Les précipitations arriveront-elles au bon moment après les semis ?

Ou, au contraire, nos cultures et nos maisons seront-elles emportées par des inondations ?

Dans les villages et les communautés à travers le Tchad, ces interrogations rythment désormais les conversations de nombreux agriculteurs, éleveurs et agropasteurs. Et pour cause : face à un climat de plus en plus imprévisible, il est désormais difficile de se fier aux repères d'autrefois. Les saisons semblent perdre leur régularité, les pluies arrivent plus tard, s'interrompent brusquement ou tombent avec une intensité inhabituelle sur une courte période. Dans ce contexte d'incertitude croissante, planifier les semis pour augmenter la production agricole, gérer les pâturages pour sécuriser ses troupeaux de la mortalité, ou se préparer pour diversifier et augmenter les revenus des ménages vulnérables devient un véritable défi pour des millions de personnes qui dépendent directement de la terre et du climat pour vivre.

Pour prévenir ces risques, à travers le mécanisme de financement CERF, OCHA, en collaboration avec le gouvernement tchadien et les partenaires dont le Programme alimentaire mondial (PAM), a activé les actions anticipatoires contre la sécheresse après avoir observé l'atteinte du seuil des prévisions de précipitations inférieures à la moyenne entre juillet et septembre, indiquant un risque élevé de faibles précipitations dans les zones surveillées, avec au moins 20 % de la superficie susceptible de recevoir parmi les 15 % les plus faibles de

précipitations historiques, menaçant ainsi les moyens d'existence des populations. Les actions anticipatoires s'appuient sur des prévisions climatiques et sur des paramètres de déclenchement définis en amont. Les mesures de réponse à mettre en œuvre, ainsi que leur financement, sont convenus à l'avance, ce qui permet une intervention rapide avant que le choc ne se matérialise pleinement.

Le PAM met actuellement en place des mesures préventives contre cette faible pluviométrie dans sept provinces du Tchad, comprenant la diffusion d'alertes précoces sur les risques liés aux faibles pluies, la sensibilisation auprès des communautés et des radios communautaires, ainsi que l'octroi de transferts monétaires aux ménages les plus vulnérables à risque. Plus de 310 000 personnes exposées aux différents risques (sécheresse et inondation) bénéficieront de ces transferts monétaires, dont 170 000 personnes menacées par la sécheresse.

Cette assistance leur permet de couvrir leurs besoins essentiels, de protéger leurs moyens de subsistance et de mieux faire face aux effets de la sécheresse et des inondations, tout en réduisant le recours à des stratégies d'adaptation néfastes, telles que la vente de leur bétail et la consommation de semences.



FONDS US-OCHA : UN ESPOIR RENOUVELÉ POUR LES FAMILLES TOUCHÉES PAR LA CRISE SOUDANAISE DANS L'EST DU TCHAD



Il est 11 heures ce 1er juillet et la chaleur est déjà écrasante dans le camp d'Amnaback, dans la province de Wadi-Fira. Sous une tente aménagée pour l'occasion, Fatime attend impatiemment que les dernières vérifications de son identité et de celle de sa famille soient effectuées afin de recevoir sa ration alimentaire, avant de rejoindre sa famille, installée à quelques pas de là. Cette réfugiée soudanaise a fui le conflit en 2023 avec son mari et ses 8 enfants, comme plus de 934 000 réfugiés soudanais et plus de 490 000 retournés arrivés au Tchad depuis le début du conflit au Soudan en avril 2023, pour tenter de reconstruire sa vie ici, très loin de sa terre natale.

« Nous avons beaucoup souffert avant d'arriver au Tchad. J'ai dû fuir avec mes huit enfants, et ce n'était pas facile. », nous raconte Fatime avec beaucoup de difficulté.

À l'est du Tchad, ces arrivées massives exercent une pression sans précédent sur des communautés

hôtes déjà confrontées à l'insécurité alimentaire, des taux élevés de malnutrition, des ressources naturelles et services sociaux de base limités. Face à cette situation, le soutien du Gouvernement des États-Unis, à travers le Fonds Humanitaire Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (FHRAOC), représente une opportunité vitale pour des centaines de milliers de personnes vulnérables.

Grâce à une contribution de **25 millions de dollars américains**, le Programme alimentaire mondial (PAM) renforce sa réponse d'urgence dans les départements prioritaires d'Assoungba, Kobé et Kimiti. L'intervention permettra à près de **377 000 personnes**, y compris les réfugiés, d'accéder à une assistance alimentaire et nutritionnelle essentielle jusqu'en fin juillet 2026.

Pour les familles vivant dans ces zones, cette aide permet de protéger la santé de leurs enfants et d'éviter que les ménages déjà fragilisés ne sombre davantage dans la crise. *« Peuple américain, nous étions des étrangers pour vous, des inconnus, mais vous nous avez toujours soutenus. Grâce à vous, ma famille*

et moi avons de quoi manger. », dit Fatime, soulignant ainsi l'importance de ce soutien pour elle et les siens.

Cette intervention accorde également une attention particulière aux enfants de moins de cinq ans, ainsi qu'aux femmes enceintes et allaitantes, qui sont les groupes les plus exposés aux conséquences de la malnutrition. Plus de **14 500 enfants** souffrant de malnutrition aiguë modérée, ainsi que **8 600 femmes enceintes et allaitantes**, bénéficient d'un traitement nutritionnel spécialisé leur permettant de retrouver un état nutritionnel sain. Des activités de prévention contribuent également à renforcer la

résilience nutritionnelle des enfants âgés de 6 à 23 mois et des mères.

Ce financement garantit la continuité des services nutritionnels cruciaux dans des zones où les besoins atteignent des niveaux critiques et contribue à éviter que des milliers d'enfants et de mères ne basculent vers des formes plus graves de malnutrition. Cependant, malgré l'engagement des donateurs, les ressources disponibles restent insuffisantes pour maintenir l'assistance au niveau des besoins identifiés.



ELLE A FUI LE SOUDAN. AUJOURD'HUI, ELLE TRANSFORME SES BLESSURES EN FORCE POUR LES AUTRES.



Safiha stands in front of a group of returnee women who have come to participate in community psychosocial support sessions in Tiné, Wadi Fira province.

Lorsque Safiha est arrivée au Tchad au début de l'année 2023, elle rentrait, d'une certaine manière, chez elle. Née de parents tchadiens originaires de la région frontalière, elle avait vécu pendant des années à Tawila, au Soudan, avant que les violences ne la poussent à partir. Elle est arrivée à Tiné, dans la province du Wadi Fira, au Tchad, avec ses enfants et presque rien d'autre.

« Au début, tout me semblait lourd », dit-elle. « On laisse derrière soi ses biens, ses souvenirs, et on ne sait pas ce qui va suivre. »

Elle était loin d'être seule. Depuis avril 2023, le conflit au Soudan a poussé près d'un million de réfugiés et [400 000 retournés tchadiens](#) à franchir la frontière vers le Tchad. Tiné se trouve au cœur de ces mouvements et accueille aujourd'hui plus de 70 000 retournés.

À son arrivée, les besoins étaient immédiats et immenses : un endroit où dormir, de l'eau potable,

de la nourriture, la sécurité.



Hundreds of people fleeing the conflict in Sudan cross on a daily basis into Chad, mainly from the Adré and Tiné border crossings.

C'est au point de passage frontalier que Safiha a rencontré pour la première fois l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Grâce au soutien de la Protection civile et opérations d'aide humanitaire de l'Union européenne (ECHO),

elle a bénéficié d'une assistance dans le cadre du projet Renforcement de la protection d'urgence et du soutien en santé mentale et psychosocial aux retournés dans l'est du Tchad. Elle a été enregistrée, évaluée, puis progressivement orientée vers l'appui dont elle avait le plus besoin.

« À notre arrivée, un médecin nous a apporté un soutien individuel », se souvient-elle. « Plus tard, j'ai participé à des séances de groupe sur le soutien psychologique et mental ; ces séances m'ont vraiment aidée à avancer dans ma vie. »

Au fil des séances, d'autres femmes qui, comme Safiha, avaient été déplacées par l'indicible, ont commencé à se joindre au groupe.

« Avec le temps, de plus en plus de femmes nous ont

rejointes », raconte Safiha. « Pour la première fois, nous nous sommes senties suffisamment en confiance pour parler de nos pertes et de notre deuil. »

Le coût psychologique de la guerre est immense, mal compris — et rarement la première urgence prise en compte lorsque les personnes fuient. L'Organisation mondiale de la Santé estime que, dans les populations touchées par les conflits, environ [une personne sur cinq vit avec une dépression, de l'anxiété ou un trouble de stress post-traumatique](#). Pour beaucoup, les symptômes apparaissent longtemps après que les armes se sont tuées : crises de panique, insomnies, incapacité à faire confiance, deuil sans objet clair. En situation de déplacement, ces troubles restent souvent non diagnostiqués et non traités, éclipsés par des besoins plus visibles — nourriture, abri, documents.



Safiha sits among other returnee women.

Pour les retournés, la situation est discrètement différente de celle des autres personnes déplacées. Les réfugiés traversent une frontière vers un pays étranger ; les retournés reviennent dans leur propre pays — mais revenir signifie rarement rentrer chez soi. Certains retournés, comme Safiha, avaient vécu la majeure partie de leur vie de l'autre côté de la frontière ; le Tchad était une origine, non un souvenir. Revenir signifiait arriver dans un lieu qu'ils n'avaient jamais vraiment connu.

Avec le temps, la guérison de Safiha s'est transformée en mission : aider les autres à guérir. Elle a commencé à faire du bénévolat de manière informelle, portée par un instinct simple : redonner. Elle a ensuite assumé un rôle officiel de mobilisatrice communautaire auprès de l'OIM, allant de porte en porte dans son quartier pour identifier les retournés nouvellement arrivés et comprendre leurs besoins. Toutes les personnes qui franchissent la frontière vers le Tchad ne passent pas par un point d'entrée officiel. Certaines arrivent discrètement, sans être connues d'aucune organisation et sans accès à l'assistance.



People arriving from Sudan at the Tiné border crossing and seeking humanitarian support gather on trucks to bring them into the town.

« *Certaines personnes arrivent discrètement* », dit-elle. « *Je vais vers elles afin que nous sachions qu'elles sont là et que nous puissions leur apporter le soutien dont elles ont besoin.* »

En tant qu'agence des Nations Unies chef de file pour l'assistance aux retournés dans l'est du Tchad, l'OIM travaille aux côtés du Gouvernement tchadien, des autorités locales, des agences des Nations Unies et des partenaires ONG afin de fournir une réponse humanitaire et de relèvement intégrée et multisectorielle. Grâce aux activités de protection et de santé mentale et soutien psychosocial financées par ECHO, des retournés comme Safiha ne reçoivent pas seulement des soins — ils deviennent aussi des acteurs du changement au sein de leurs communautés.

Pourtant, les besoins dépassent largement les capacités disponibles, et les retournés — distincts des réfugiés dans le système humanitaire formel — disposent de peu de défenseurs au-delà de l'OIM. Le rôle de Safiha contribue à combler cette lacune : elle recueille des informations sur le terrain et les transmet aux équipes de l'OIM, afin que les personnes les plus vulnérables ne soient pas oubliées.

Son parcours — de femme arrivée avec presque rien à personne qui aide aujourd'hui les autres à retrouver leurs repères — résume, d'une certaine manière, tout l'enjeu.

« *L'OIM m'a aidée* », dit-elle. « *Maintenant, je veux aider les autres.* »

Dans l'est du Tchad, où les arrivées se poursuivent et où les besoins demeurent aigus, cet élan produit des effets bien réels.



Returnee women gathered under a tree near where IOM conducts communal protection activities in Tiné, Wadi Fira province.

LE HCR RELOCALISE PLUS DE 45 000 RÉFUGIÉS SOUDANAIS DE LA FRONTIÈRE VERS DES SITES AMÉNAGÉS



Après près de trois années passées dans un abri de fortune à proximité de la frontière entre le Tchad et le Soudan, Abdallah et sa famille entrevoient enfin un nouveau départ.

En 2023, après avoir fui la ville d'El Geneina, au Darfour de l'Ouest au Soudan, avec son épouse Manira et leurs six enfants, n'emportant que les vêtements qu'ils portaient au moment de leur fuite, la famille s'était installée dans le site spontané de la ville frontalière d'Adré. Comme beaucoup d'autres exilés, elle espérait que le conflit prendrait rapidement fin et qu'elle pourrait rentrer chez elle.

« Lorsque la saison sèche est arrivée, nous avons construit un abri avec des tiges de mil séchées, et nous y avons vécu depuis », raconte Abdallah, 37 ans. « Nous sommes restés parce que nous espérions que la guerre s'arrêterait et que nous pourrions rentrer chez nous. »

En mai de cette année, la famille a rejoint un convoi à destination du site de réfugiés d'Arkoum, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest d'Adre dans la province du Ouaddaï. Pour Manira, 30 ans, ce déplacement est bien plus qu'une mise en sécurité. C'est enfin la possibilité d'envoyer ses six enfants à l'école.

« Pendant trois ans à Adré, nos enfants n'ont pas pu aller à l'école par manque des moyens. Ici, à Arkoum, ils vont enfin pouvoir apprendre et retrouver une vie plus normale. C'est ce que nous espérions depuis que nous avons fui le Soudan » dit-elle.



Leur histoire est celle de centaines de milliers d'autres réfugiés soudanais ayant trouvé refuge au Tchad. Depuis le début du conflit au Soudan en avril 2023, plus de 939 000 réfugiés soudanais sont arrivés dans le pays. Si plus de 646 000 personnes ont déjà été relocalisées vers des sites aménagés situés plus à l'intérieur du pays, environ 200 000 réfugiés vivent encore à proximité de la frontière. Les principales concentrations se trouvent notamment à Adré et à Tiné, dans la province de Wadi Fira, où des milliers

de familles vivent toujours dans des conditions précaires, exposées aux risques sécuritaires liés à la proximité de la frontière, dans l'attente d'un transfert vers des sites de réfugiés plus sûrs.

Beaucoup espèrent pouvoir rentrer au Soudan dès que les conditions de sécurité le permettront. D'autres choisissent de rester près de leurs proches ou de préserver des activités économiques dont dépend leur subsistance. Mais cette proximité avec la frontière les expose à des risques accrus et limite leur accès aux services essentiels.

Le programme accéléré mené par le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, en collaboration avec le Gouvernement du Tchad et ses partenaires humanitaires, a pour objectif de relocaliser près de 85 500 réfugiés au cours de l'année 2026.

autonomie tout en contribuant au développement des communautés tchadiennes qui les accueillent. »

Depuis la mi-avril, plus de 54 800 réfugiés ont été enregistrés et 22 000 documents - dont les attestations de réfugié - ont été délivrés, facilitant leur accès aux services essentiels. Environ 21 000 réfugiés nouvellement relocalisés ont également reçu une assistance en espèces pour couvrir leurs besoins immédiats. Le HCR et ses partenaires poursuivent parallèlement l'aménagement des sites d'accueil, où plus de 10 300 abris d'urgence ont déjà été construits dans l'est du pays.

Malgré ces progrès, les besoins restent considérables. Les financements actuellement disponibles permettent de couvrir l'assistance vitale d'environ 40 000 réfugiés relocalisés, laissant un déficit important



Soutenu par les Émirats arabes unis, l'Union européenne, l'Italie, le Japon et le Koweït, le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) des Nations Unies et le Fonds Humanitaire Régional pour l'Afrique de l'ouest et du centre, au moins 45 300 réfugiés ont déjà été transférés des zones frontalières vers les sites aménagés depuis le début de l'année.

« Notre priorité est de mettre les familles à l'abri des risques liés à la proximité de la frontière. En les relocalisant vers des sites aménagés, elles bénéficient d'une meilleure protection et d'un meilleur accès aux services essentiels tels que l'eau, l'éducation et les soins de santé », explique Isaac Tiantse Takamgno, Coordinateur principal de situation du HCR dans l'est du Tchad. « En étroite collaboration avec les autorités tchadiennes et nos partenaires, nous poursuivons également le développement des infrastructures, le renforcement des services ainsi que des initiatives en faveur des moyens de subsistance et des solutions, afin que les réfugiés puissent progressivement gagner en

pour les dizaines de milliers de personnes qui devraient encore être transférées cette année.

Pour Abdallah et Manira, toutefois, l'avenir commence déjà à prendre une nouvelle forme à Arkoum. Pour la première fois depuis leur fuite du Soudan, la famille commence à envisager l'avenir avec davantage de sécurité et d'espoir.



QUAND LA SOLIDARITÉ PREND VIE : LA JOURNÉE MONDIALE DU RÉFUGIÉ À N'DJAMENA



Au stade Paris-Congo de N'Djamena, la Journée mondiale du réfugié célébrée le 20 juin ressemblait moins à une cérémonie officielle qu'à un grand rassemblement communautaire. Réfugiés, tchadiens, autorités, humanitaires et partenaires s'y sont retrouvés autour d'activités sportives, culturelles et d'une exposition mettant en valeur les talents et les réalisations des réfugiés. Une journée qui a montré un visage concret à la solidarité dont le Tchad fait preuve depuis des décennies envers les personnes contraintes de fuir.

Placée sous le thème mondial **« Jusqu'à ce que tout le monde soit protégé »**, cette édition revêtait une résonance particulière au Tchad. Depuis avril 2023, plus de 930 000 réfugiés soudanais y ont trouvé refuge, portant à plus de 1,5 million le nombre de réfugiés et demandeurs d'asile accueillis dans le pays.

« J'ai vu des familles contraintes de fuir la guerre et les violences, mais aussi des communautés qui ont

partagé leurs terres, leurs écoles et leurs centres de santé avec des personnes ayant tout perdu », a déclaré Antony Akumu Abogi, Représentant adjoint du HCR au Tchad. *« Au-delà des chiffres et des défis, j'ai surtout vu une volonté commune de faire prévaloir la solidarité, la dignité et l'humanité. »*

Cette solidarité se reflète aussi dans les politiques menées par le Tchad. Grâce à sa loi sur l'asile, le pays favorise progressivement l'inclusion des réfugiés en garantissant leurs droits et en créant les conditions de leur autonomie.

« Notre objectif est clair : placer l'intégration durable des personnes déplacées au cœur de nos politiques », a rappelé Nassaryam Richard, responsable de la protection légale à la Commission nationale d'accueil et de réinsertion des réfugiés (CNARR).

Au-delà de cette journée, cette contribution est déjà une réalité. Plus de **2 600 enseignants** réfugiés participent à l'éducation

des enfants, tandis que plus de **400 professionnels** de santé réfugiés, dont les qualifications ont été reconnues par le Gouvernement tchadien, renforcent les services de santé dans le pays. Des milliers d'autres contribuent également à l'économie locale en tant qu'agriculteurs, entrepreneurs, commerçants ou artisans, créant des opportunités pour eux-mêmes comme pour les communautés qui les accueillent.

Au stade, cette vision prenait vie à travers les stands d'exposition. Objets artisanaux, créations et produits réalisés par des réfugiés illustraient leur savoir-faire, leur créativité et leur volonté de contribuer aux communautés qui les accueillent.

« Nous ne sommes pas seulement des bénéficiaires de différentes formes d'aides. Nous sommes des acteurs de changement, porteurs de talents, de résilience et d'espoir », a déclaré Tony Passy Yabada, secrétaire général du Comité central des réfugiés urbains. Ce même esprit s'est retrouvé sur

le terrain de football, où réfugiés et humanitaires se sont affrontés lors d'un match remporté par les humanitaires.

Pour Nafissatou Asmat, réfugiée centrafricaine présente à cette journée, cette image résume ce que signifie trouver la sécurité.

« Quand on se sent en sécurité, on peut venir à un événement comme celui-ci, participer, jouer, célébrer et partager le même espace avec les autres », explique-t-elle. «

La sécurité, c'est aussi pouvoir contribuer et se sentir pleinement membre de la communauté. »

Madame le Maire du 6^e arrondissement de la ville de N'Djamena, Zenaba Édith Ryaira, le Coordonnateur résident des Nations Unies au Tchad, Dr François Batingaya et les chefs d'agences des Nations Unies, ainsi que des membres du corps diplomatique, dont S.E. Jean-Bertrand Léopold Biamba, Ambassadeur de la République

centrafricaine au Tchad, étaient parmi les personnes présentes au Stade.

La journée s'est achevée en musique, avec des prestations d'artistes réfugiés et tchadiens qui ont fait danser le public bien après les discours officiels.



TCHAD : EN ROUTE VERS L'AVENIR, LE 3ÈME RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION (RGPH-3) BAT SON PLEIN MALGRÉ LES DÉFIS!

Le Tchad franchit une étape décisive dans un chantier historique d'envergure nationale : le 3ème Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH-3). Si le projet global était déjà en marche depuis avril 2025, le 20 juin 2026 a marqué le démarrage effectif de la phase de dénombrement de la population après la cartographie. Dix-sept ans après la dernière opération de 2009, cette initiative cruciale vise à radiographier avec précision la démographie et l'économie du pays afin de mieux guider les politiques publiques. Sur le terrain, c'est une véritable course de fond qui s'est engagée pour que chaque citoyen et résident, de l'extrême Nord aux frontières du Sud, soit fidèlement compté.

UNE ALLIANCE STRATÉGIQUE ET UNE LOGISTIQUE MODERNE FACE AUX DÉFIS DU TERRAIN

Mener à bien un recensement dans un pays aussi vaste et diversifié que le Tchad relève du tour de force. Entre les zones enclavées, les pistes sablonneuses ou boueuses et les défis de communication, l'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED) a dû déployer des efforts. La grande innovation de ce RGPH-3 réside dans sa **numérisation totale** : exit les liasses de papiers, les agents opèrent désormais sur des tablettes connectées couplées à des outils cartographiques par satellite. Pour réussir ce pari technologique et financier, le gouvernement tchadien avance main dans la main avec des partenaires de premier plan :

- **L'UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la Population)** : qui assure un accompagnement technique et financier rigoureux, garantissant que les procédures respectent les normes et standards internationaux en matière de collecte numérique.
- **La Banque mondiale** : qui apporte un appui financier massif au renforcement du système statistique national, permettant d'asseoir une planification durable du développement et de lutter efficacement contre la pauvreté.



Grâce à cette synergie et face à l'immensité de la tâche, le gouvernement a d'ailleurs repoussé la clôture des opérations jusqu'au **21 juillet 2026**, s'assurant ainsi qu'aucun foyer ne soit laissé de côté. Au cœur de cette mécanique, une mobilisation humaine sans précédent. Ce sont plus de **35 000 agents recenseurs, contrôleurs et superviseurs** qui parcourent quotidiennement les villes, les villages et les campements nomades, animés par un sens aigu du devoir national.

ÉCHOS DU TERRAIN : LA PAROLE AUX ARTISANS DE LA COLLECTE

Pour mesurer la réalité de cette opération, il faut prêter l'oreille à la diversité des profils qui la font vivre au quotidien. Des agents fatigués mais fiers aux citoyens pleins d'espoir, les témoignages convergent vers une même ambition : réussir ce rendez-vous avec l'histoire.

LA VOIX DES AGENTS, CONTRÔLEURS ET EXPERTS



GERAUD, agent recenseur : « Les journées sont longues et nous marchons parfois des kilomètres sous la chaleur et parfois sous la pluie pour atteindre les ménages. Mais quand on arrive et que les familles nous accueillent avec un verre d'eau, la fatigue s'envole. Nous savons que chaque donnée collectée est une brique pour construire notre pays. »

ABLAOU, est contrôleur d'équipe dans le 9ème arrondissement de N'Djamena : « Avec la transition numérique, notre rôle de contrôle est beaucoup plus rapide mais demande une vigilance de chaque instant. Nous vérifions instantanément la cohérence des questionnaires sur nos tablettes avant la synchronisation. Il faut gérer les recharges des tablettes. Parfois les routes sont difficiles à pratiquer quand il pleut et nous devons apporter l'appui technique nécessaire à tous nos agents car, certaines tablettes ont des soucis. C'est une immense fierté de participer à ce premier recensement 100 % digital au Tchad. »

Mireille, supervise une équipe de 63 personnes dont 54 agents recenseurs et 9 contrôleurs d'équipe. Elle affirme que les débuts étaient timides mais la dynamique est déjà maîtrisée : « Coordonner ce recensement sur de larges zones est un véritable défi logistique et technique. Malgré des difficultés initiales liées à la prise en main de l'outil par certains agents et à la réticence de quelques ménages, la situation est aujourd'hui totalement rentrée dans l'ordre grâce aux sensibilisations, à l'appui des chefs de carré et à l'effort de nos jeunes sur le terrain. Pour la suite de l'exercice, notre mot d'ordre reste **la politesse et la pédagogie** : chaque agent doit impérativement expliquer le bien-fondé de l'opération avant de commencer la collecte. »

LEADERS COMMUNAUTAIRES ET CITOYENS : ENTRE COMPLEXITÉ ET ESPOIR D'INCLUSION



Si l'accueil est globalement chaleureux, l'exercice demande de la patience. Le questionnaire de ce RGPH-3 se veut exhaustif, croisant des questions démographiques, des détails sur l'habitat et, innovation majeure, des indicateurs liés à l'agriculture. Une précision indispensable, mais parfois déroutante pour la population.

Abel, chef de carré n°23 Toukra Arabe : « Tout marche bien dans notre carré, pas de cas de dérive. Mon rôle a été de sensibiliser les habitants avant l'arrivée des agents. Au début, certains étaient méfiants. Il a fallu expliquer que ce n'était pas pour les impôts, mais pour connaître nos besoins. Aujourd'hui, les portes s'ouvrent facilement car la communauté a compris l'enjeu. Ce n'est qu'à travers ce recensement qu'on peut bénéficier correctement des infrastructures de base. »

LE RESENTI DES CHEFS DE MÉNAGE ET RÉSIDENTS

Edmond, chef de ménage avec 6 enfants : « C'est vrai que le questionnaire est un peu long et parfois très complexe. On nous pose des questions très précises sur la structure de la maison, l'âge exact de chaque enfant, les sources d'énergie... Parfois, on hésite un peu sur les réponses, mais l'agent a été très patient pour m'expliquer chaque point. »

Mota 21 ans est chez sa tante veuve avec 12 personnes dans le ménage. Elle venait de répondre aux questions d'un agent à l'absence de sa tante : « Pour nous les filles et les femmes, cette opération est un grand espoir. On nous demande nos conditions de vie, nos difficultés. J'ai répondu avec beaucoup de sincérité car je veux que ce recensement soit totalement inclusif. Nous voulons que l'État voit nos réalités pour que les projets futurs améliorent le quotidien socioéconomique pour nous les jeunes nos parents. »

LE CAP VERS UN TCHAD MIEUX PLANIFIÉ



Au-delà de la rigueur statistique, ce troisième recensement général s'affirme comme un acte de souveraineté et de solidarité nationale. En surmontant les barrières géographiques, en s'appuyant sur l'expertise technique de l'UNFPA et le levier financier de la Banque mondiale, le Tchad se donne enfin les moyens de piloter son développement de manière équitable. Le patriotisme des 35 000 agents et la maturité civique de la population tracent d'ores et déjà les contours d'un avenir plus prospère.

JOURNÉE MONDIALE DU DONNEUR DE SANG 2026 : LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES MOBILISÉ POUR LE DON DE SANG ET LA LUTTE CONTRE LA DRÉPANOCYTOSE



« Les plus grands actes de solidarité commencent souvent par les gestes les plus simples. Donner son sang ne coûte rien, mais sa valeur est inestimable pour celui ou celle qui en bénéficie ». **Dr François Batalingaya**, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Coordonnateur Humanitaire au Tchad.

À l'occasion de l'édition 2026 de la Journée mondiale du donneur de sang, célébrée sous le thème « **Une goutte d'humanité. Donnez du sang. Sauvez des vies** », le Système des Nations Unies au Tchad s'est fortement mobilisé aux côtés du Ministère de la Santé Publique et de la Prévention, du Centre National de Transfusion Sanguine et de l'Organisation mondiale de la Santé. La collecte organisée le 18 juin 2026 au Bureau de l'OMS à N'Djamena a réuni le personnel des Nations Unies, leurs amis, parents et membres de la communauté humanitaire. Cette mobilisation a

permis de collecter **90 poches de sang**, contribuant ainsi au renforcement des réserves nationales en produits sanguins sécurisés.

Cette édition a revêtu une dimension particulière, car elle a été couplée à la Journée mondiale de lutte contre la drépanocytose, commémorée le 19 juin. Ce choix a permis de rappeler le lien étroit entre le don volontaire de sang et la prise en charge des personnes vivant avec la drépanocytose, dont certaines nécessitent des transfusions régulières pour prévenir ou traiter des complications graves. À cette occasion, l'OMS a remis **120 tests de dépistage** de la drépanocytose au Centre Hospitalier Universitaire « CHU La Renaissance », qui organisait, dans le cadre de ses journées scientifiques sur la drépanocytose, une campagne de dépistage de masse.

Lors de la cérémonie officielle de lancement, tenue le 19 juin à la Mairie centrale de N'Djamena, plusieurs interventions ont souligné l'importance du don volontaire, régulier et non rémunéré. Les témoignages ont particulièrement marqué



l'assistance, notamment celui d'une personne vivant avec la drépanocytose, aujourd'hui devenue biologiste grâce aux transfusions sanguines reçues tout au long de son parcours, ainsi que celui d'un donneur bénévole régulier, symbole d'engagement citoyen et de solidarité durable.

À travers cette mobilisation, le Système des Nations Unies réaffirme son engagement à accompagner les efforts nationaux en faveur de la disponibilité du sang sécurisé, de la promotion du don volontaire et de la lutte contre la drépanocytose. Chaque poche collectée représente une chance supplémentaire de sauver une vie, qu'il s'agisse d'une femme confrontée à une urgence obstétricale, d'un enfant atteint d'anémie sévère, d'une victime d'accident ou d'une personne vivant avec une maladie chronique telle que la drépanocytose. Comme l'a rappelé le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies lors de la cérémonie, la solidarité doit se traduire en actes concrets, et le don de sang demeure l'un des gestes les plus simples et les plus puissants pour sauver des vies.

La campagne nationale s'est également poursuivie au niveau communautaire, avec une collecte de sang planifiée dans les dix arrondissements de N'Djamena. En date du 1er juillet, cinq arrondissements ont déjà pris part à l'initiative, avec environ **600 poches collectées**. La collecte dans les autres arrondissements se poursuivra jusqu'au 19 juillet 2026. Cette dynamique traduit l'importance d'une mobilisation de proximité pour rapprocher les services de transfusion sanguine des populations et encourager une culture du don régulier.

PROTÉGER, SOIGNER, PRÉVENIR, RAPPROCHER : LES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES AU TCHAD AU CŒUR DE L'ACTION

Six sessions de sensibilisation, 616 relais formés, 325 acteurs de justice renforcés, des milliers de femmes mieux accompagnées en consultations prénatales : derrière chaque chiffre du programme VNU Tchad, il y a un nom, une histoire, une communauté transformée.

Au deuxième trimestre 2026, le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) au Tchad, a mobilisé 116 volontaires dans 16 localités (N'Djamena, Abéché, Farchana, Bol, Goré, Goz Beïda, Guéréda, Massakory, Moundou, Baga Sola et

Mongo) et 986 volontaires en lignes... Une présence qui répond directement aux défis actuels du pays : afflux de réfugiés soudanais, urgences sanitaires, besoins croissants en développement local.

Sur les 116 volontaires, 41 sont internationaux (35 %) et 75 nationaux (65 %) ; 65 hommes (56 %) et 51 femmes (44 %), répartis dans cinq domaines clés : réponse aux crises et urgences, développement communautaire, programmes de développement, communication et administration.



À Abéché, Agbaro Akara mène un combat déterminant pour les droits fondamentaux. Officier des droits de l'homme au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), il contribue à la protection des droits humains dans les provinces du Ouaddaï, du Wadi-Fira et du Sila. Ce trimestre, il a appuyé l'organisation de six sessions de sensibilisation ayant touché plus de 200 membres

des forces de défense, organisations de la société civile et acteurs locaux, tout en conduisant des missions de suivi de la situation des droits humains et des visites de lieux de détention. Son action a directement renforcé l'État de droit, amélioré la protection des populations vulnérables et fait progresser le respect des droits des réfugiés dans la région.



Dans le domaine de la santé, à Sarh, Baide Adoumta Yvette, sage-femme senior auprès de l'UNFPA, a appuyé les structures sanitaires en renforçant les capacités du personnel de santé. Elle a formé plus de 750 acteurs de santé et accompagné 12 ambassadeurs jeunes, contribuant ainsi à l'amélioration de l'accès à la santé reproductive, tout en participant à la création et à l'opérationnalisation d'un centre de santé. Son action a permis une meilleure prise en charge des femmes durant les consultations prénatales et postnatales, contribuant directement à réduire les risques pour les mères et leurs enfants dans la région.

12 % des cas de vols et 7 % d'autres différends.



À N'Djamena, Marius Bournebe Ehdang, Assistant de programme auprès de l'ONUDC, a contribué à la mise en œuvre de projets visant à renforcer l'accès à la justice et à prévenir l'extrémisme violent. Ce trimestre, il a participé à la réalisation de plus de 13 activités de renforcement des capacités ayant directement bénéficié à 325 acteurs de la justice, des forces de sécurité et des partenaires nationaux, tout en favorisant le dialogue entre institutions nationales et Nations Unies pour une justice plus inclusive.



Plus à l'est, dans les provinces du Ouaddaï, du Sila et du Wadi-Fira, Mbaidanou Mbaidoum Luc, spécialiste en médiation communautaire auprès de l'UNICEF, a accompagné les communautés hôtes, les retournés et les réfugiés dans le renforcement du vivre-ensemble et de la cohésion sociale, un travail de prévention qui a permis de désamorcer des tensions avant qu'elles ne s'aggravent. Il a mis en place et accompagné des mécanismes locaux de paix qui ont permis de résoudre 52 % des conflits liés aux ressources naturelles, 29 % des conflits conjugaux,

Santé maternelle, droits humains, redevabilité, cohésion sociale, accès à la justice : en l'espace d'un trimestre, ces cinq volontaires ont fait avancer concrètement les objectifs des Nations Unies au Tchad, chacun dans son domaine.

Au-delà des chiffres, ils démontrent que le volontariat est un levier essentiel de développement et de solidarité. Présents au plus près des populations, les volontaires du programme VNU Tchad contribuent à bâtir des communautés plus résilientes, plus inclusives et mieux préparées à faire face aux défis actuels et futurs.

INVESTIR DANS LES DONNÉES POUR TRANSFORMER L'ÉDUCATION AU TCHAD : L'UNESCO REMET DES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES D'UNE VALEUR DE 550 000 USD



L'UNESCO, grâce au financement du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) dédié à la transformation du système éducatif (STG), a officiellement remis le lundi 15 juin 2026 un lot important de matériel informatique et d'accessoires au ministère de l'Éducation Nationale, du Bilinguisme et de la Promotion Civique (MENBPC).

Cette dotation s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Refondation de l'École Tchadienne (PRET), une réforme ambitieuse destinée à améliorer la qualité de l'éducation, à renforcer la gouvernance du système éducatif et à promouvoir une prise de décision fondée sur des données fiables, pertinentes et actualisées.

En recevant ces équipements, Dr Mahamat Ahmat Allabo, Ministre d'État, ministre de l'Éducation nationale, du Bilinguisme et de la Promotion civique (MENBPC), a salué la coopération fructueuse entre le gouvernement, le GPE et l'UNESCO. Il a exprimé sa gratitude pour ces acquisitions, qui contribueront à renforcer la gouvernance du secteur, à améliorer la gestion des ressources et à soutenir une prise de décision fondée sur des données fiables à jour.

D'une valeur globale estimée à près de 550 000 dollars américains, les équipements acquis sont destinés aux principales structures techniques chargées de la production, de la gestion, de l'analyse et de l'exploitation des données du secteur de l'éducation. Ils bénéficieront notamment aux Divisions de planification et de la carte scolaire de sept (07) Délégations Provinciales de l'Éducation Nationale ciblées par le projet, à la Direction des Ressources Humaines (DRH) et à ses services déconcentrés, à la Direction Nationale des Examens et Concours (DNEC) ainsi qu'à ses structures déconcentrées, de même qu'au Dispositif National d'Évaluation des Acquis Scolaires (DNEAS), ainsi qu'à la Direction de la Statistique et de la Digitalisation du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Formation Professionnelle, en charge de la production et de la gestion des données relatives à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle.

Ce lot comprend notamment 168 ordinateurs tout-en-un, 115 ordinateurs portables, 8 serveurs, 3 photocopieurs et 89 imprimantes haute définition, 21 tablettes, 2 vidéoprojecteurs, 2 écrans de projection, 170 onduleurs, 21 disques durs externes, 21 clés USB et 178 multiprises parasurtenseurs. Il inclut également des licences Microsoft Office et des logiciels antivirus.

Cette dotation vise à renforcer les capacités opérationnelles des structures en charge de la production et de la gestion des données du secteur de l'éducation et de la formation au Tchad, en leur fournissant des équipements modernes destinés à améliorer la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion des données du secteur de l'éducation et de la formation. Elle s'inscrit dans les efforts de transformation du système éducatif tchadien portés par le Programme de Refondation de l'École Tchadienne (PRET), élaboré et mis en œuvre grâce à l'appui financier du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) et à l'accompagnement technique de l'UNESCO et de l'UNICEF. À travers la modernisation du Système d'Information pour la Gestion de l'Éducation (SIGE), sa décentralisation, la digitalisation des processus et le renforcement

des capacités des acteurs, cette initiative contribue à l'instauration d'une gouvernance fondée sur des données fiables et actualisées, condition essentielle pour une planification efficace, une meilleure gestion des ressources, un suivi rigoureux des réformes et une amélioration durable de la qualité des apprentissages au bénéfice de tous les apprenants.

Elle témoigne ainsi de l'engagement conjoint du Gouvernement du Tchad et de ses partenaires à bâtir un système éducatif plus performant, inclusif et résilient.





À KÉLO, LES SUPER BANATS RENFORCENT L'AUTONOMISATION DES ADOLESCENTES VENUES DE TOUT LE TCHAD

À Kélo, des adolescentes originaires de différentes provinces du Tchad ont participé à l'Assemblée Générale des Super Banats, un programme communautaire soutenu par l'UNICEF Tchad.

Cette initiative vise à autonomiser les adolescentes en renforçant leur estime de soi, leur accès à l'éducation et leur santé. Elle constitue un espace d'apprentissage, d'échange et de leadership au service du développement personnel et collectif des jeunes filles.

Au cœur de cette rencontre figurait le bilan des actions menées, le partage d'expériences entre participantes, le renforcement de la solidarité ainsi que la définition de nouvelles

ambitions pour l'avenir.

Cet événement illustre l'importance de créer des environnements favorables où chaque jeune fille peut s'exprimer, s'engager et développer pleinement son potentiel en tant qu'actrice du changement dans sa communauté.

MOIS SANS HONTE, AVENIR SANS LIMITES : LES SUPER BANAT BRISENT LES TABOUS AUTOUR DE LA SANTÉ MENSTRUELLE.

À l'occasion de la Journée Internationale de l'Hygiène Menstruelle le 28 mai, les Super Banat ont lancé la campagne « Mois sans honte, avenir sans limites », une initiative visant à promouvoir une gestion digne de l'hygiène menstruelle et à lever les tabous qui entourent les menstruations.

Tout au long de cette campagne, des activités de sensibilisation, de dialogue et de partage ont été organisées afin de déconstruire les idées reçues, renforcer les connaissances sur la santé menstruelle et encourager un environnement plus inclusif et protecteur pour les adolescentes et les jeunes filles. Cette mobilisation visait également à réduire les obstacles liés aux menstruations, notamment l'absentéisme scolaire, et à rappeler que les règles ne devraient jamais constituer un frein à l'éducation, à la participation ou à l'épanouissement des adolescentes et jeunes filles.

À travers cette campagne, Super Banat réaffirme son engagement à faire de la santé menstruelle une question de dignité, de droits et d'égalité, en mobilisant les adolescentes, les jeunes, les familles,

les communautés et l'ensemble des acteurs engagés pour un avenir sans tabou et sans limites.



MAWENDOÉ À MOUNDOU : UNE PREMIÈRE MISSION OFFICIELLE AU PLUS PRÈS DES ENFANTS

MAWENDOÉ À MOUNDOU : UNE PREMIÈRE MISSION OFFICIELLE AU PLUS PRÈS DES ENFANTS



Pour sa première mission officielle de terrain comme Ambassadeur national de l'UNICEF au Tchad, l'artiste Mawndoé s'est rendu à Moundou, Koro et Kélo afin de rencontrer des enfants, des adolescents, des communautés et les équipes de l'UNICEF. Tout au long de son déplacement, il a porté un message fort : chaque enfant a droit à l'éducation, à la santé, à la protection et à la participation.

À Koro, à l'école communautaire catholique Saint Christophe, Mawndoé a échangé avec des élèves qui poursuivent leur scolarité malgré des conditions difficiles. À travers des discussions, des chants et une activité de cocréation liée à l'Education, il a encouragé les enfants à imaginer l'école qu'ils souhaitent et à exprimer leurs aspirations. « Ce que j'ai vu dans cette école, c'est bien plus que des élèves : j'ai vu des rêves, du courage et un immense potentiel chez les enfants », a-t-il déclaré, soulignant la nécessité d'investir davantage dans l'éducation pour transformer l'avenir.

À l'école « 15 ans » de Moundou, soutenue par l'UNICEF, il a pu observer les résultats concrets des investissements réalisés pour améliorer les conditions d'apprentissage. Devant plus de 1 000 élèves, un mini-concert improvisé a transformé le plaidoyer en un moment de partage et de célébration.

La mission a aussi mis en avant le rôle essentiel des jeunes dans le changement social. Entre sa rencontre avec les U-Reporters autour d'un match de basketball et celle avec les Super Banat,

l'ambassadeur n'a pas manqué d'encourager les jeunes à poursuivre leur engagement en faveur du leadership, de la citoyenneté et de l'usage responsable des réseaux sociaux.

Lors de sa visite au Bureau Sous-National de l'UNICEF de Moundou, l'Ambassadeur a découvert les principales interventions menées dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la nutrition, de la protection de l'enfant et de l'eau, hygiène et assainissement. Les échanges avec les équipes et la visite de l'entrepôt ont illustré les efforts quotidiens déployés pour soutenir les enfants et les familles les plus vulnérables.

La visite de l'Hôpital Provincial de Moundou a mis en lumière les défis auxquels font face les services de santé, notamment dans les unités de néonatalogie et de nutrition. Touché par la situation des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère, Mawndoé a réaffirmé l'importance de la prévention, du dépistage précoce et de la mobilisation collective.

Cette première mission confirme le rôle que Mawndoé peut et veut jouer aux côtés de l'UNICEF : porter la voix des enfants, sensibiliser les communautés et inspirer les adolescents et jeunes à agir pour construire un avenir meilleur.

**Pour chaque enfant,
1 champion !**



RENFORCER LA LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION INFANTILE PAR LA SÉCURISATION DES INTRANTS NUTRITIONNELS AU TCHAD



Chaque sachet d'Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi (ATPE) perdu ou détourné représente une perte directe de chance de survie pour un enfant souffrant de malnutrition aiguë.

Dans ce contexte, l'UNICEF accompagne le Ministère de la Santé Publique et de la Prévention du Tchad dans le processus de validation d'un **plan d'opérationnalisation de la Circulaire du Premier Ministre interdisant la vente des intrants nutritionnels**. Cette initiative vise à renforcer la disponibilité et la bonne utilisation des produits essentiels à la prise en charge de la malnutrition.

Le plan en cours d'élaboration a pour objectif d'identifier des actions prioritaires, innovantes et à fort impact afin de réduire la présence de ces intrants sur les marchés locaux et d'améliorer leur gestion dans les circuits officiels.

L'UNICEF réaffirme ainsi l'importance de placer l'enfant au centre de toutes les interventions, en garantissant un accès sécurisé et équitable aux services de nutrition vitaux.

PLUS DE 500 ADOLESCENTS ET JEUNES MOBILISÉS AUTOUR DE L'ART ET DE L'ÉDUCATION AU FESTIVAL « AU CŒUR DE L'ART »

À l'occasion du Festival « **Au cœur de l'Art** », plus de 500 adolescents et jeunes ont participé à une série d'activités consacrées au thème « **Art et Éducation** ». Soutenu par l'UNICEF, cet événement a offert un espace d'expression, de dialogue et de réflexion sur le rôle de la culture et de l'éducation dans le développement des enfants, adolescents et jeunes.

La cérémonie a été marquée par la présence de **Nair Abakar**, Ministre de la Jeunesse et des Sports, aux côtés de **Mawndoé**, ambassadeur national de l'UNICEF au Tchad, ainsi que de **A'SALFO**, artiste de renommée internationale. À travers des échanges inspirants, ils ont encouragé les participants à croire en leur potentiel, à poursuivre leurs



aspirations et à s'engager activement dans la construction de l'avenir du Tchad.

En soutenant ce type d'initiative, l'UNICEF réaffirme son engagement à promouvoir la participation des enfants, adolescents et jeunes, tout en valorisant l'art comme levier d'apprentissage, d'expression et de cohésion sociale.



ADOLESCENTS ET JEUNES ET AMBASSADEUR NATIONAL DE L'UNICEF UNIS POUR LEVER LES OBSTACLES À L'ÉDUCATION DES FILLES

Aux côtés de l'ambassadeur national de l'UNICEF Tchad, Mawndoé, des adolescentes, adolescents et jeunes ont échangé sur les principaux défis qui freinent l'accès à l'éducation des filles.



Ces discussions ont permis de faire émerger des réflexions sur les obstacles persistants à la scolarisation et à la rétention des filles à l'école, ainsi que sur les solutions proposées par les adolescents et jeunes eux-mêmes pour y remédier.

Les échanges ont été marqués par des témoignages riches et inspirants, traduisant une forte volonté d'agir pour le

changement. Une conviction commune s'en dégage : chaque fille a le droit d'apprendre, de s'épanouir et de réaliser pleinement son potentiel.

À travers ces moments de dialogue, l'UNICEF réaffirme l'importance de la participation des enfants, adolescents et jeunes dans la recherche de solutions durables pour l'éducation des filles au Tchad.

DANS LE WADI FIRA ET LE SILA, DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES RENFORCENT L'ACCÈS À L'ÉDUCATION



unicef | pour chaque enfant

Dans les provinces du Wadi Fira et du Sila, dans l'est du Tchad, 25 salles de classe et 13 blocs de latrines ont été construits grâce au soutien financier de la Ministry of Foreign Affairs – UAE et de UAE Aid, avec l'appui de l'UNICEF Tchad et en collaboration avec le Ministère de l'Éducation Nationale du Tchad.

Ces nouvelles infrastructures contribuent à améliorer les conditions d'apprentissage des enfants issus des communautés hôtes et réfugiées, en leur offrant un environnement plus sûr, inclusif et favorable à la réussite scolaire.

Ce projet s'inscrit dans les efforts conjoints visant à renforcer l'accès équitable à une éducation de qualité pour tous les enfants, tout en soutenant la résilience des systèmes éducatifs dans les zones vulnérables.

LANCEMENT DU DEUXIÈME TOUR DE LA CAMPAGNE NATIONALE DE VACCINATION CONTRE LA POLIOMYÉLITE AU TCHAD

Le Tchad a lancé le deuxième tour de la campagne nationale de vaccination contre la **poliomyélite**, couplée à la supplémentation en vitamine A et au déparasitage à l'**Albendazole**. Cette opération s'est déroulée du 5 au 7

juin 2026 à travers le pays.

Cette initiative vise à protéger au moins 6,5 millions d'enfants contre les maladies évitables, tout en contribuant à renforcer leur santé et leur développement global.



La cérémonie de lancement s'est tenue en présence du Ministre de la Santé Publique et de la Prévention du Tchad, ainsi que des partenaires techniques et financiers, dont l'UNICEF Tchad.

À travers cet appui, l'UNICEF réaffirme son engagement aux côtés du gouvernement et des partenaires pour soutenir les efforts de vaccination et garantir à chaque enfant un meilleur départ dans la vie.

À PALA, UNE NOUVELLE ÉCOLE ÉQUIPÉE RENFORCE L'ACCÈS À UNE ÉDUCATION INCLUSIVE ET DE QUALITÉ



À Pala, dans la province du Mayo-Kebbi Ouest, une nouvelle école dotée de 12 salles de classe, de 12 blocs de latrines et d'un système d'alimentation en énergie solaire a été inaugurée en présence de la Secrétaire d'État à l'Éducation nationale, au Bilinguisme et à la Promotion civique, du Délégué général du gouvernement auprès de la province, ainsi que du Représentant de l'UNICEF Tchad.

Réalisée par l'UNICEF avec l'appui du Global Partnership for Education, cette infrastructure vise à améliorer les conditions d'apprentissage des enfants en leur offrant un environnement sûr, inclusif et propice à la réussite scolaire. Au-delà de la construction des salles de classe, ce projet contribue à renforcer la qualité de l'éducation et à soutenir l'épanouissement des élèves dans un cadre adapté à leurs besoins.

Cette initiative s'inscrit dans les efforts continus visant à garantir à chaque enfant un accès équitable à une éducation de qualité au Tchad.

FORMATION DE 2 000 ENSEIGNANTS-RÉFÉRENTS : UN INVESTISSEMENT STRATÉGIQUE POUR RENFORCER DURABLEMENT LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION AU TCHAD



Les sessions de l'atelier multisite de formation de 2 000 enseignants-référents ont officiellement démarré sur plusieurs sites à travers le pays. Cette initiative d'envergure marque une étape importante dans le renforcement des capacités des acteurs du système éducatif tchadien et témoigne de l'engagement des partenaires en faveur d'une éducation de qualité.

Dès cette première journée, les sites d'Abéché 2, de Mongo, de Bongor, de Moundou, de Sarh et de Bol ont accueilli les participants dans une dynamique d'apprentissage, de partage d'expériences et de collaboration. Les travaux sur les modules ont permis aux enseignants-référents de consolider leurs connaissances, de s'approprier de nouvelles approches pédagogiques et de renforcer les compétences essentielles à l'exercice de leur mission.

À travers cette formation, 2 000 enseignants-référents bénéficieront d'outils pédagogiques actualisés, de méthodes d'enseignement innovantes et de compétences renforcées qui leur permettront d'améliorer durablement leurs pratiques professionnelles. En tant qu'enseignants-référents, ils auront également la responsabilité d'accompagner leurs collègues, de diffuser les bonnes pratiques pédagogiques et de contribuer à l'amélioration continue de la qualité de l'enseignement dans leurs établissements respectifs.

L'impact attendu de cette initiative dépasse largement le cadre des bénéficiaires directs. En renforçant les compétences de 2 000 enseignants-référents répartis sur l'ensemble du territoire, la formation créera un véritable effet multiplicateur au sein des écoles. Chaque enseignant formé deviendra un relais de compétences, capable de transmettre les connaissances acquises, d'accompagner ses pairs et de promouvoir des pratiques pédagogiques plus efficaces, plus inclusives et davantage centrées sur les apprentissages des élèves.

À terme, ce sont des milliers d'enseignants qui bénéficieront indirectement de cet accompagnement et plusieurs centaines de milliers d'élèves qui profiteront d'un enseignement de meilleure qualité. En investissant dans les compétences des enseignants-référents, cette initiative contribue à renforcer durablement les performances du système éducatif tchadien et à offrir à chaque apprenant de meilleures perspectives de réussite.

Au-delà de cette première étape, l'atelier multisite illustre une ambition commune : faire de la formation continue un moteur de professionnalisation des enseignants et un levier durable d'amélioration de la qualité de l'éducation au Tchad.

Cette formation s'inscrit dans la Composante 1 du Projet de Renforcement de l'Éducation au Tchad (PRET), mise en œuvre par l'UNESCO avec le financement du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), au bénéfice du ministère de l'Éducation nationale, du Bilinguisme et de la Promotion civique. En renforçant les compétences de 2 000 enseignants-référents, le PRET contribue à développer un réseau national de professionnels capables d'accompagner leurs pairs, de diffuser les innovations pédagogiques et de soutenir les réformes éducatives, au service d'un système éducatif plus performant, plus inclusif et résolument tourné vers la réussite de tous les élèves.



« UNISSONS-NOUS POUR LA SANTÉ : SOUTENONS LA SCIENCE » - L'OMS AUX CÔTÉS DU TCHAD POUR LA JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ 2026 »



Le Tchad a célébré la Journée mondiale de la Santé 2026 le 7 avril, sous le leadership du Ministère de la Santé publique et de la Prévention, avec l'appui de l'OMS et de ses partenaires. L'événement a mobilisé les autorités nationales, les ministères de la santé, de l'élevage et de l'environnement, ainsi que des parlementaires, les bailleurs, le secteur privé, les universitaires, la société civile ainsi que la communauté. Cette forte participation illustre l'importance de l'approche **One Health** face aux défis sanitaires croissants (zoonoses, urgences de santé publique et changement climatique) démontrant qu'elle constitue une réponse stratégique en renforçant la collaboration entre les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale.

Panels et échanges techniques

L'une des activités de la célébration de l'édition 2026 a été un panel dédié à l'approche « One Health », qui a réuni des experts et des décideurs autour de l'utilisation des données scientifiques pour mieux prévenir et gérer les risques sanitaires à l'interface entre la santé humaine, animale et environnementale. Les panélistes ont relevé les avancées enregistrées dans la collaboration intersectorielle, bien que des défis subsistent en matière de capacités techniques, d'infrastructures et de coordination. Un appel a été lancé à renforcer l'interopérabilité des systèmes d'information entre santé humaine et animale, à investir davantage dans la recherche et les outils numériques, et à consolider la gouvernance One Health.

Village santé : À travers des stands interactifs, les programmes de santé et les organisations de la société civile ont présenté leurs initiatives et partagé des messages sur la prévention des maladies, l'hygiène et la vaccination. Le village santé a constitué un espace privilégié d'échanges

et de sensibilisation des communautés ainsi que de valorisation des initiatives locales.

Reconnaissance

La célébration s'est clôturée par la remise d'attestations de reconnaissance aux acteurs engagés dans l'initiative One Health.

Marche sportive pour promouvoir la santé

Un autre temps fort de la célébration a été la grande marche sportive organisée le 25 avril à N'Djamena, réunissant partenaires, ONG, agences onusiennes, clubs sportifs et populations. Cette initiative a mis en avant la prévention, l'importance de l'activité physique régulière et la promotion d'un mode de vie sain. Cette mobilisation illustre le rôle de l'exercice physique comme levier essentiel de prévention et de bien-être.

Au-delà de la marche, des exercices encadrés par un coach sportif ont permis aux participants de partager un moment dynamique et convivial. Les messages de sensibilisation ont insisté sur la prévention, l'hygiène, l'adoption d'un mode de vie actif et la lutte contre le paludisme.

Ainsi, la Journée mondiale de la Santé 2026 au Tchad a mis en évidence l'importance de la science et de la solidarité pour bâtir un système de santé résilient, inclusif et durable. Les différentes activités – panels, village santé et marche sportive – ont traduit une mobilisation multisectorielle et communautaire autour des enjeux sanitaires. Cette dynamique s'inscrit pleinement dans les priorités de la Couverture Sanitaire Universelle et de la gouvernance One Health, renforçant l'engagement collectif du pays et de ses partenaires en faveur d'une meilleure préparation et d'une réponse efficace face aux défis de santé publique.

EBOLA : L'OMS ET LES PARTENAIRES APPUIENT LE TCHAD DANS LE RENFORCEMENT DE SA PRÉPARATION SANITAIRE



CONTEXTE

Le 15 mai 2026, la République Démocratique du Congo a déclaré sa 17^e flambée de maladie à virus Ebola, causée par la souche Bundibugyo, rapidement suivie par l'Ouganda qui a confirmé des cas importés. Le 16 mai, l'OMS a qualifié cette situation d'urgence de santé publique de portée internationale, en raison de l'augmentation rapide des cas, de la transmission transfrontalière et des risques d'exposition dans les milieux de soins. Bien qu'aucun cas n'ait été signalé au Tchad, la proximité géographique et les mouvements de population imposent une vigilance et une préparation renforcées.

ÉVALUATION DU RISQUE PAR L'OMS ET RECOMMANDATIONS AUX PAYS

Le Comité d'urgence du Règlement sanitaire international (RSI), réuni en mai 2026, a insisté sur la nécessité d'un contrôle coordonné de la flambée, d'une collaboration transfrontalière renforcée, ainsi que d'une surveillance et d'une préparation soutenues pour prévenir une propagation régionale et assurer une réponse efficace. L'OMS a évalué le risque lié à la flambée d'Ebola et classé les pays ont comme suit : Risque « très élevé » pour la République Démocratique du Congo et l'Ouganda, pays en épidémie, Risque « régional élevé » pour les pays ayant des frontières terrestres avec des pays en épidémie et Risque « faible » pour tous les autres pays. Des recommandations temporaires ont été formulées et diffusées pour chacune de ces catégories.



PRIORITÉS POUR LE TCHAD

L'OMS a classé le Tchad parmi les pays à faible risque, mais nécessitant une préparation renforcée afin de réduire tout risque d'introduction ou de propagation du virus. Les principales actions recommandées sont les suivantes :

-  Diffuser la définition des cas d'Ebola aux structures de santé et renforcer la surveillance des voyageurs entrants pour une meilleure **surveillance épidémiologique**.
-  **Renforcer les capacités de confirmation en laboratoire.**
-  Prévoir des installations d'isolement sécurisées.
-  **Sensibiliser** sur les mesures visant à réduire le risque d'exposition, fournir au public des données exactes et actualisées sur l'épidémie, déconseiller les voyages vers les zones affectées.
-  **Détecter, évaluer et prendre en charge toute fièvre** inexpliquée chez les personnes venant de zones touchées et donner aux voyageurs entrants des consignes claires en cas de symptômes dans les 21 jours suivant leur arrivée.

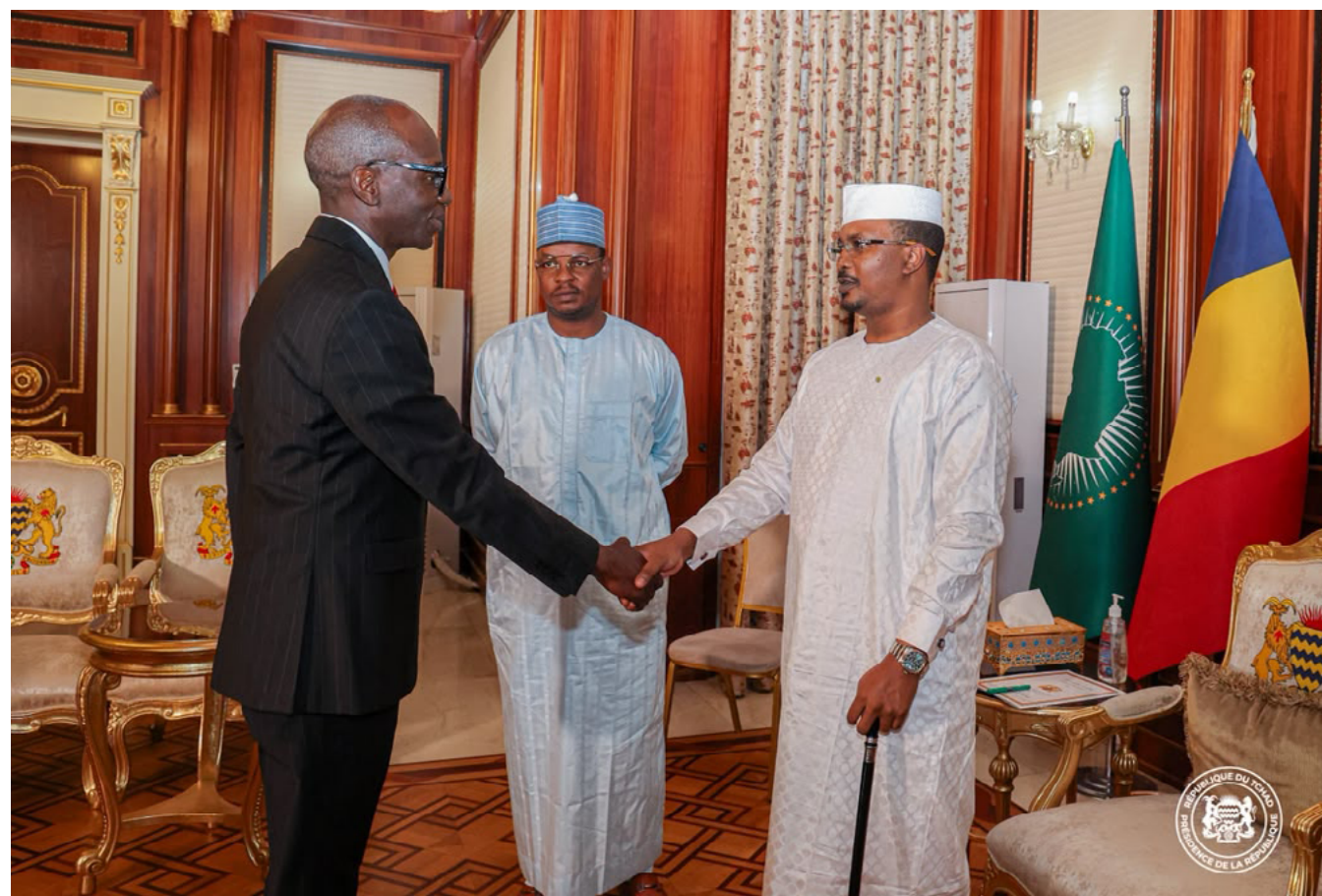
ACTIONS MENÉES AU TCHAD

Avec l'appui de l'OMS et des partenaires, plusieurs mesures ont déjà été mises en œuvre notamment :

1. Installation de 3 caméras thermiques à l'aéroport pour renforcer le contrôle sanitaire des voyageurs entrants et la détection d'éventuelles cas de fièvre.
2. Renforcement de l'équipe sanitaire de l'aéroport pour le contrôle des passagers avec mise en place de fiches de collecte d'information sur les voyageurs en provenance des pays en épidémie de Ebola.
3. Diffusion d'une note circulaire et d'affiches de sensibilisation sur Ebola, réalisées avec l'appui de l'OMS et de l'UNICEF auprès des acteurs de santé et du grand public rappelant les symptômes et les mesures de prévention.
4. Tenue d'un point de presse le 1er juin par le Ministre de la santé publique et de la prévention et l'OMS avec les journalistes sur le briefing sur Ebola et avec les partenaires le 5 juin 2026.
5. Mise en place d'un centre d'appel à travers le numéro vert 1313 en collaboration avec le Ministère des Télécommunications pour la sensibilisation et la gestion des informations.
6. Evaluation des capacités de confirmation laboratoire et dotation de réactifs Ebola en cours avec l'appui de l'OMS.
7. Identification d'un site de prise en charge de cas d'éventuels cas de Ebola nécessitant une réhabilitation avec l'appui des partenaires.
8. Conduite d'un exercice de simulation afin de tester la réactivité et la coordination des équipes face à un scénario d'alerte.

Les différentes mesures entreprises traduisent une mobilisation rapide et coordonnée, renforçant la résilience du système de santé et la mise en œuvre des recommandations internationales pour prévenir et répondre efficacement à une éventuelle introduction du virus Ebola. La prochaine étape étant le développement, déjà en cours, d'un outil digitalisé pour améliorer la collecte et la gestion en temps réel des informations sur les passagers entrants, le renforcement des groupes thématiques alignés sur les piliers de la préparation et réponse Ebola avec l'engagement des différents partenaires pour assurer une coordination renforcée, une meilleure préparation opérationnelle et une réponse rapide en cas d'alerte.

LE DIRECTEUR RÉGIONAL DE L'OMS POUR L'AFRIQUE EN VISITE AU TCHAD : DIPLOMATIE SANITAIRE, SOLIDARITÉ ET ENGAGEMENT HUMANITAIRE



Du 7 au 11 juin 2026, le Professeur Mohamed Yakub Janabi, Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, a effectué une visite officielle au Tchad à l'occasion de la 25^e édition du Forum Pharmaceutique International (FPI2026). Il a conduit une mission de cinq jours alliant diplomatie sanitaire de haut niveau, immersion sur le terrain humanitaire dans l'est du pays et consolidation de partenariats stratégiques.

Fait notable, cette visite s'est inscrite dans une dynamique inter-agences renforcée : elle a coïncidé avec celles de Mme Sung-Ah Lee, Directrice générale adjointe de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du 7 au 13 juin, et du Dr Maxime Houinato, Directeur régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, du 8 au 12 juin. Une partie de la visite de terrain à Adré et les rencontres avec les autorités locales ont été menées conjointement avec l'OIM, tandis que la séance de débriefing avec l'Équipe de pays des Nations Unies (UNCT), le dernier jour, a réuni les trois agences — OMS, OIM et ONU Femmes — dans un esprit de coordination inter-agences.

IMMERSION DANS LA RÉPONSE HUMANITAIRE À L'EST

« Je remercie le Gouvernement du Tchad et le peuple tchadien pour leur générosité et leur solidarité envers les réfugiés soudanais. J'ai vu des communautés d'accueil vivre côte à côte avec les réfugiés, partageant le peu qu'elles ont. Cette crise ne doit pas être oubliée par la communauté internationale — elle mérite toute son attention et son soutien, aujourd'hui plus que jamais. »

— **Pr Mohamed Yakub Janabi**, Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique

Le deuxième jour de la mission a été consacré à une immersion complète à Adré, au cœur de la crise des réfugiés. Accompagné du Ministre de la Santé publique et de la Prévention, du Gouverneur et de représentants de

la Commission nationale d'accueil et de réinsertion des réfugiés et des rapatriés (CNARR), le Directeur régional s'est rendu à Adré. Il y a remis des médicaments à l'hôpital de district, reçu un briefing sur le Centre intégré de services multisectoriels (CISM), une collaboration entre trois agences des Nations Unies (UNFPA, UNICEF, OMS) et plusieurs ONG partenaires, puis rencontré des réfugiés sur le site spontané du Lycée d'Adré, avant de visiter le Centre de santé d'Adré-Nord, récemment réhabilité grâce à un financement des Émirats arabes unis.

L'APPROCHE « ONE HEALTH » À L'ÉPREUVE DU TERRAIN

À Mandjafa, le Directeur régional a participé au lancement d'une initiative intégrée « One Health » réunissant les ministères en charge de la Santé, de l'Élevage, de l'Agriculture et de l'Environnement, ainsi que trois agences techniques (OMS, FAO, UNICEF), au bénéfice des communautés nomades. La délégation a également visité un centre social pour y relancer un paquet intégré de soins de santé primaires préventifs, en collaboration avec la Ministre d'État, Ministre de la Femme et de la Petite Enfance, du Ministre de la Santé publique et en présence de l'UNICEF.

Sur le plan des systèmes de santé, cinq véhicules de surveillance financés par le programme polio ont été remis au Ministère de la Santé publique et de la Prévention, ainsi que des équipements pour le Centre d'intelligence des données, conçu avec l'appui technique de l'OMS, afin de consolider et d'analyser les données issues de multiples systèmes d'information sanitaire.

PLAIDOYER AU PLUS HAUT NIVEAU DE L'ÉTAT

Le quatrième jour a été marqué par une séquence institutionnelle dense : réunion multisectorielle de haut niveau coprésidée avec le Ministre de la Santé publique, cérémonie d'ouverture du FPI 2026 réunissant plus de 800 participants issus de 37 pays, puis audiences successives avec le Président de la République, le Président du Sénat et le Président de l'Assemblée nationale. Le Directeur régional y a porté des messages constants sur le financement domestique de la santé, la production pharmaceutique locale et la nécessité de maintenir la crise humanitaire de l'Est sur l'agenda international — une crise qui a conduit le Tchad à accueillir plus d'un million de réfugiés et rapatriés soudanais.

MOBILISATION DES PARTENAIRES ET CLÔTURE INTER-AGENCES

La mission a également été l'occasion d'un dîner de travail avec les principaux bailleurs et partenaires au développement, au cours duquel le Directeur régional a exposé les priorités de la Stratégie de coopération avec le pays 2024-2027 et appelé à une intensification des contributions financières en faveur de la santé au Tchad.

La mission s'est conclue le 11 juin par une séance de

débriefing conjoint avec l'Équipe de pays des Nations Unies, marquée par la présentation du nouveau Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) 2027-2030, articulé autour de deux piliers stratégiques : le développement du capital humain et les systèmes agroalimentaires et l'emploi. Les échanges, francs et prospectifs, ont porté sur le renforcement de l'approche « Une seule ONU », l'alignement des ressources sur des résultats mesurables et la nécessité d'une réponse plus cohérente à la crise soudanaise, dans une véritable approche du nexus humanitaire-développement.

En dernier acte de la mission, le Directeur régional et le Ministre de la Santé publique ont visité l'installation de caméras thermiques à l'aéroport international de N'Djamena, financée par le Pandemic Fund — symbole concret de la traduction des engagements de haut niveau en mesures tangibles de protection des populations. Le Directeur régional a conclu sa visite par un message qui a résonné au-delà de la technique et du diplomatique : la solution la plus durable à la crise sanitaire de l'Est du Tchad demeure la paix.

L'organisation de la mission a été soutenue par de nombreux acteurs que l'OMS Tchad tient à remercier chaleureusement : les plus hautes autorités de la République du Tchad, notamment le Premier ministre, le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale et le Président du Sénat ; le Ministre de la Santé publique et de la Prévention et ses équipes, ainsi que les autorités locales de l'Est pour leur mobilisation lors de la visite à Adré ; les agences sœurs des Nations Unies pour la qualité de la coordination, ainsi que les ONG et partenaires financiers engagés aux côtés du Tchad.

Pour plus d'informations sur la visite, veuillez consulter le lien suivant : [Bulletin spécial : Retour sur la visite au Tchad du Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, du 07 au 11 juin 2026](#)

TCHAD : LE CRI DE DÉTRESSE DES FEMMES DANS L'OMBRE D'UNE CRISE OUBLIÉE



Echange avec une femme réfugiée au centre de santé de IRIDIMI

Alors que l’Est du Tchad ploie sous le poids d’une crise humanitaire sans précédent, une mission de haut niveau de l’UNFPA vient de s’achever avec un message sans équivoque : la solidarité internationale ne peut plus attendre.

Depuis trois ans, le pays fait face aux répercussions directes du conflit au Soudan voisin, qui viennent aggraver des fragilités déjà existantes sur les plans politique, économique et climatique. Cette combinaison de crises alimente une urgence humanitaire et sécuritaire majeure, particulièrement dans l’est du pays.

Entre solidarité héroïque et systèmes de santé à l’agonie, les femmes et les filles paient le prix fort d’un conflit qui ne les épargne pas. De N’Djamena à Iriba, en passant par Abéché et Adré, la délégation conduite par Andrew Saberton, Directeur Exécutif Adjoint de l’UNFPA Chargé de gestion a touché du doigt une réalité brutale. Retour sur une visite stratégique où chaque minute a compté pour le plaidoyer.

“En tant que père de filles, j’ai trouvé ces récits particulièrement difficiles à entendre. Je ne souhaiterais ces conditions à aucune de mes filles, ni à aucune femme ou fille”, Andrew Saberton.

UNE CRISE AU VISAGE DE FEMME : LE CONSTAT DU TERRAIN



Des jeunes femmes à la sortie d’une animation théâtrale dans un espace sûr.

Le Tchad accueille aujourd’hui plus de 1,5 million de réfugiés et de retournés, fuyant principalement la violence au Soudan. Le chiffre est vertigineux : 87 % des réfugiés et rapatriés sont des femmes et des enfants. C’est un pays qui, malgré une pauvreté généralisée, des infrastructures limitées et l’un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde, continue de garder ses frontières ouvertes. Cette solidarité est exceptionnelle, mais elle ne doit pas être prise pour acquise par la communauté

internationale.

Dans les camps de l’Est, l’UNFPA estime que 64 256 naissances sont attendues au cours des 12 prochains mois. Pour ces mères, accoucher n’est pas seulement un défi physiologique, c’est un combat contre la mort dans un pays où le taux de mortalité maternelle est déjà l’un des plus élevés au monde.

UNE CRISE DE PROTECTION : LA VULNÉRABILITÉ AU QUOTIDIEN



Des femmes bénéficient d’une sensibilisation pour la lutte contre les VBG.

Le déplacement forcé exacerbe les risques de violences basées sur le genre (VBG). L’UNFPA a identifié que des tâches ordinaires, comme la collecte de bois de chauffage ou l’approvisionnement en eau, sont devenues des moments de danger extrême. Avec la disparition du bois de chauffage autour des camps, les femmes sont forcées de s’aventurer de plus en plus loin, dans des zones isolées. Ce simple geste quotidien les expose au harcèlement, aux agressions et aux violences basées sur le genre. La délégation de l’UNFPA a entendu des récits qui glaçant le sang.

Face à cela, les espaces sûrs soutenus par l’UNFPA offrent un soutien psychosocial et des formations de réinsertion indispensables. Grâce à ce soutien des survivantes retrouvent leur dignité mais pour combien de temps, si les ressources viennent à manquer ?

LA SANTÉ MATERNELLE EN PÉRIL : DONNER LA VIE NE DOIT PAS SIGNIFIER RISQUER LA MORT



La jeune dame B accouché prématurément au district de Iriba.

Dans les structures de santé de l’Est du Tchad, l’écart entre les besoins et les ressources disponibles est abyssal. À Abéché, la délégation a rencontré une survivante de fistule obstétricale mariée à 15 ans. Après trois jours de travail sans assistance médicale, elle a perdu son bébé, a été abandonnée par son mari et a vécu 10 ans dans la honte avant d’être opérée.

Dans les structures de santé de l’Est du Tchad, l’écart entre les besoins et les ressources disponibles est abyssal. Les services de maternité sont saturés :

- **Pression sur le personnel** : Dans le camp de Iridimi, les sages-femmes assurent jusqu’à 300 accouchements par mois avec un équipement rudimentaire et une pénurie critique de médicaments.
- **Déficit de soins spécialisés** : L’absence d’anesthésistes dans plusieurs structures contraint parfois les femmes à subir des interventions d’urgence sans anesthésie, une situation inacceptable au XXI^e siècle.
- **Urgences néonatales** : Le manque de couveuses et de soins spécialisés pour les prématurés, comme observé à l’hôpital de district d’Iriba, condamne de nombreux nouveau-nés malgré les efforts des équipes médicales.

Le Tchad affiche déjà un taux de mortalité maternelle effarant de 860 décès pour 100 000 naissances. Dans les zones humanitaires, ces risques sont démultipliés.

« Donner la vie ne devrait pas être une condamnation à mort, même en temps de guerre », a martelé Andrew Saberton lors de son passage dans le Camp de Iridimi, province de Wadi-Fira où 42 087 réfugiés sont installés .

UN SYSTÈME À BOUT DE SOUFFLE : L'URGENCE D'UN SOUTIEN INTERNATIONAL MASSIF



Une vue de loin sur le camp de Iridimi.

Pour les femmes et les filles de l’Est du Tchad, le soutien

international n'est pas un concept abstrait : c'est la garantie d'un accouchement sûr, d'une protection contre la violence et, en fin de compte, d'une chance de survie. Le Tchad, terre d'accueil d'une immense générosité, ne peut porter seul le fardeau de la crise soudanaise. L'UNFPA appelle aujourd'hui les bailleurs à un sursaut de solidarité. Financer l'UNFPA au Tchad, ce n'est pas seulement envoyer des kits ; c'est maintenir ouverts les espaces sûrs pour les filles victimes de violences, c'est garantir qu'une sage-femme soit présente à chaque accouchement, et c'est assurer qu'aucune femme ne soit oubliée dans le chaos de l'exode.

Le constat est sans appel : le système est à l'agonie. L'UNFPA ne demande pas seulement de la charité, mais un **changement de paradigme**.

1. **Investissement dans la résilience** : Passer d'une aide d'urgence ponctuelle à un renforcement durable du système de santé local (recrutement de sages-

femmes, formation d'anesthésistes, sécurisation des chaînes d'approvisionnement).

2. **Protection intégrée** : Garantir que la sécurité des femmes et des filles soit au cœur de la réponse humanitaire, et non traitée comme une variable secondaire.
3. **Partage des responsabilités** : La solidarité du Tchad doit être assortie d'un soutien financier prévisible et soutenu des donateurs internationaux pour éviter une détérioration irréversible de la situation sanitaire.

UNFPA a lancé un appel de 18,7 millions de dollars pour 2026 afin de maintenir les services vitaux. À l'heure actuelle (mai 2026), seulement 2,5 % de cet appel a été financé.

L'UNFPA RENFORCE LES MATERNITÉS DE LA PROVINCE DU WADI-FIRA À L'EST DU TCHAD FACE À LA CRISE DES RÉFUGIÉS!



À l'hôpital de district d'Iriba, dans l'est du Tchad, la maternité est rarement calme. Principal hôpital de référence desservant à la fois les communautés locales et les réfugiés soudanais, c'est l'un des rares établissements équipés pour gérer les urgences obstétricales dans la

province de Wadi Fira.

Lors de sa visite à l'hôpital du district de Iriba le 6 mai, Andrew Saberton, Sous-Secrétaire général des nations unies et Directeur exécutif adjoint chargé de la gestion

de l'UNFPA, a remis d'équipements médicaux et de kits de santé reproductive pour une valeur de plus 150 000 000 CFA (cent cinquante millions de francs). Ces dons visent à alléger la pression croissante sur les services de santé, alors que le conflit au Soudan voisin continue de provoquer des déplacements massifs de population de l'autre côté de la frontière.

Ces équipements, comprenant des fournitures pour les urgences obstétricales et les services de santé reproductive, sont destinés à renforcer le système de santé tchadien, mis à rude épreuve, et à soutenir les agents de santé qui répondent à une crise humanitaire croissante.

« La santé reproductive n'est ni un luxe ni un privilège ; c'est un droit fondamental », a déclaré M. Andrew Saberton, lors de la cérémonie de remise. « En investissant dans les femmes et les jeunes, nous investissons dans l'avenir du Tchad. »

Cette remise intervient alors que le Tchad accueille plus de 2,3 millions de réfugiés et de rapatriés soudanais, dont la plupart sont des femmes et des enfants. Dans les provinces de l'est comme le Wadi Fira, les structures de santé peinent à absorber les besoins croissants, tandis que la mortalité maternelle reste parmi les plus élevées au monde.

« En dotant les établissements de santé de ces équipements et de ces kits, nous réaffirmons notre engagement à soutenir le gouvernement tchadien et ses partenaires dans la protection de la dignité et des droits des femmes, des adolescentes et des jeunes », a ajouté M. Andrew Saberton.

DU CAMP DE RÉFUGIÉS DE IRIDIMI À L'HÔPITAL IRIBA : LE PARCOURS D'URGENCE D'UNE MÈRE SOUDANAISE POUR SAUVER SON BÉBÉ PRÉMATURÉ



Quelques heures seulement avant la cérémonie, Badria, une réfugiée soudanaise de 39 ans, a donné naissance à

un petit garçon prématuré à l'hôpital de district d'Iriba. Enveloppée dans un pagne à motifs, elle se reposait calmement sur un lit d'hôpital pendant que les infirmières examinaient son nouveau-né, qui ne pesait que 1,1 kilogramme à la naissance.

Trois jours plus tôt, Badria était allée chercher de l'eau au camp de réfugiés d'Iridimi, où elle vit depuis un an après avoir fui le Soudan. Peu après, elle a commencé à saigner abondamment et les contractions ont débuté. Le personnel de santé au camp l'a rapidement orientée vers l'hôpital de district d'Iriba, situé à environ 17 kilomètres de là. Une ambulance l'a transportée pour des soins d'urgence.

Les médecins et les sages-femmes ont travaillé pendant des jours pour stabiliser sa grossesse et retarder l'accouchement le plus longtemps possible. À 5 heures du matin, elle a mis au monde son neuvième enfant — un petit garçon prématuré mais en bonne santé. Elle lui a donné le nom du ministre tchadien de la Santé.

« J'avais peur parce que le bébé est arrivé trop tôt », a confié Badria doucement par l'intermédiaire d'un interprète. « Mais ici, les sages-femmes sont restées avec moi, elles m'ont parlé, elles m'ont aidé. À l'hôpital, c'est mieux. »

La plupart des accouchements précédents de Badria ont eu lieu à domicile au Soudan. Seul son premier enfant était né dans un hôpital, par césarienne. C'était son premier accouchement médicalement assisté depuis qu'elle est devenue réfugiée.

Pour les sages-femmes qui s'occupent d'elle, des histoires comme la sienne deviennent de plus en plus courantes. *« Nous recevons beaucoup de femmes réfugiées présentant des complications », explique Raki Adom, une sage-femme d'État affectée à Iriba. « Parfois, elles arrivent après de longs délais, déjà en pleine hémorragie ou en travail prématuré.*

Nous faisons tout ce que nous pouvons pour sauver la mère et l'enfant. »

LES SAGES-FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE SOUS PRESSION



Dans tout l'est du Tchad, les maternités fonctionnent sous une pression intense. Des femmes réfugiées arrivent quotidiennement dans des camps où les capacités de soins restent limitées et où le transfert pour des urgences obstétricales est souvent la seule option.

À l'hôpital de district d'Iriba, le personnel rapporte en moyenne cinq naissances par jour, parfois plus. De nombreux cas concernent des grossesses à haut risque, des hémorragies ou des accouchements prématurés.

Les kits de santé reproductive soutenus par l'UNFPA contiennent des médicaments essentiels et des matériels utilisés pour les accouchements sans risque. Pour les prestataires de première ligne, il ne s'agit pas d'une aide humanitaire abstraite ; ce sont des outils qui déterminent directement si une femme survit à l'accouchement.

Mais le personnel soignant affirme que les fournitures médicales ne suffisent pas à elles seules. L'un des plus

grands défis reste la sensibilisation à la planification familiale et la continuité des soins dans les camps. « De nombreuses femmes acceptent la planification familiale pendant qu'elles sont ici à l'hôpital », explique la sage-femme Raki Adom. « Mais une fois de retour au camp, beaucoup ne reviennent jamais, sauf pour une autre grossesse. »

La peur de la stigmatisation ou l'opposition des maris influencent également les choix des femmes. Certaines optent discrètement pour des implants contraceptifs parce qu'ils sont moins visibles et nécessitent moins de visites de suivi.

Malgré les difficultés, le personnel soignant continue de répondre présent chaque jour, bien que beaucoup soient loin de leur propre famille. Raki, par exemple, a été déployée à plus de 1 000 kilomètres de sa région d'origine. Elle est récemment revenue de congé maternité après avoir laissé son bébé de cinq mois à des proches pour pouvoir reprendre son travail à l'hôpital.

Pour Andrew Saberton, cette visite a rappelé que l'intervention humanitaire ne dépend pas seulement des fournitures, mais des personnes qui prodiguent des soins dans des conditions extraordinaires. « Ensemble, nous franchissons une étape importante et décisive vers la réduction de la mortalité maternelle et néonatale. Ensemble, nous pouvons construire un avenir où chaque naissance est sûre et où chaque vie compte », a-t-il conclu.





RÉPUBLIQUE DU TCHAD

جمهورية تشاد



MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

وزارة الصحة العامة

Le CHOLERA peut tuer

الكوليرا مرض قاتل



**Conduisons immédiatement le malade
au centre de santé le plus proche**

لننقل المريض في الحال إلى أقرب مركز صحي

